



Adresse Ouverte

aux comités locaux des Soulèvements de la Terre

Ces brochures sont le résultat de deux journées de rencontre, à quelques-un-es. Nous avons tenté « d'arrêter le temps », comme le dit l'un-e d'entre nous. Moment qui nous semble important, mais que, dans le fil des mobilisations, nous ne vivons pas souvent. Nous voulions créer un espace de réflexion sur nos pratiques et le sens à donner à nos actions.

Les 6 premières brochures sont des résumés d'interviews croisées qui posent plus de questions qu'elles ne donnent de réponses. Les quatre dernières sont des réflexions à partir de textes des Soulèvements de la Terre (SDT) ou de sociologues qui peuvent amener de l'eau aux débats. Entre ces deux séries, des témoignages sur les formes d'engagement et sur les mobilisations à Sainte Soline.

Nous nous sommes réuni-es une première fois mi-mai 2024. Nos questionnements tournaient autour de nos positionnements face aux mouvements autoritaires (comment faire quand on essaie d'être anti ou non autoritaires ?), face à l'urgence dans nos mouvements, etc. Notre référence était le mouvement environnementaliste qui monte en puissance : les Soulèvements de la Terre.

Lors de notre deuxième rencontre, fin juin 2024, nous nous sommes retrouvés-es, de façon non anticipée, devant le danger imminent d'un gouvernement d'extrême-droite en France. Cette perspective colora la relecture des interviews, sans que ces questionnements ne perdent ni leur acuité ni leur pertinence.

Bonne lecture
Bonnes discussions.

Pour nous contacter : soulevementsdudoute@riseup.net

Nota : nos questionnements n'ont pas pour volonté de disqualifier ou démotiver des engagements sincères. Nous croyons que la critique et la confrontation dans nos mouvements sont les moyens d'affiner nos pratiques et d'aller plus loin dans nos combats politiques. Ils sont l'équivalent légitime en interne des conflits que nous visibilisons et portons à l'extérieur par nos luttes.

On constate des méthodes d'organisation et de décisions au sein des Soulèvements de la terre qui nous renvoient à des vieilles recettes que l'on n'aime pas, comme celles d'être des interlocuteurs validés par le pouvoir en place. On pense qu'elles ne favorisent pas l'autonomie des individus et le renforcement des mouvement sociaux. Le partage des tâches et des responsabilités permettrait de se positionner sur les débats autour des directions stratégiques du mouvement et il nous semble que ce n'est pas le cas.

Nous nous demandons donc :

- si vous avez des débats de fond autour de questions sociales et politiques dans vos comités ?
- comment sont décidés et répartis les rôles (les thunes, la com, la participation aux interludes, la prise de paroles publique...) et est-ce que tout le monde y a accès ?
- est-ce que les tâches sont appropriées par les personnes qui paraissent les plus compétentes ou bien y a-t-il des moments de transmission qui permettraient à tout le monde de se sentir apte et légitime à prendre des responsabilités ?
- de quelle manière peut-on être coopté au niveau national et est-ce que tout le monde le peut ?
- grâce à votre engagement dans un comité local, est-ce que vous vous sentez plus apte à prendre des initiatives politiques y compris en dehors des Soulèvements de la terre ?

Nous pensons que ces questions sont pertinentes à toutes échelles de lutte et si nous vous les posons spécifiquement, c'est à cause de l'ampleur que prennent les Soulèvements de la terre et de leur volonté de se rendre incontournables et omniprésents et de l'adhésion qu'ils rencontrent.

Ces questions ont aussi toute leur importance à être posées au sein des collectifs, syndicats, associations et partis et notamment à celles et ceux qui s'agrègent aux différentes mobilisations portées par les Soulèvements de la terre.

Si les Soulèvements de la Terre rencontrent une telle adhésion c'est notamment parce que le monde est pourri et qu'on a besoin d'espace pour se rencontrer, se former et se battre contre lui. Dans le fonctionnement actuel des soulèvement de la terre nous craignons qu'il y ait un manque de réflexions autour de l'autonomie et la transformation des individus. Nous trouvons que l'on ne doit pas évacuer ces

questions car ce sont elles qui constituent l'une des garanties pour que les luttes ne finissent pas en eau de boudin, comme par exemple la confiscation des engagements à la ZAD de notre-dame-des-landes.

Pour expliciter notre propos on va donner deux exemples qu'on pourrait vivre autour de nous :

Après avoir participé à une action proposée par les Soulèvements de la Terre, et de retour chez eux des personnes ayant envie de lutter autour des questions écologiques décident de constituer un comité local des Soulèvements. Ces personnes décident de se revoir fréquemment et en dehors des moments proposés par "le comité national" afin de réfléchir plus profondément aux questions écologiques et aux liens qui se font avec le monde capitaliste. Pour soulager des tâches plus ingrates, et par souci d'égalité, les membres du comité ont par ailleurs décidé d'un fonctionnement où les rôles tournaient. Ce qui a permis une fluidité des rapports, une compréhension des tâches à faire et un accès pour tout le monde aux informations. Lors d'une de leurs rencontres une des membres, qui devait arriver avec les informations des mails, est en retard car elle revient d'un parloir. Elle raconte qu'elle a un cousin incarcéré et qu'elle et lui se retrouvent souvent seules face à l'administration pénitentiaire. Le groupe décide de réfléchir à comment apporter du soutien à cette personne et se retrouve à faire le lien entre le capitalisme et la prison et la volonté de ce monde de nous isoler les unes des autres. Avant cette intervention, les personnes ne s'étaient pas questionnées sur la taule.

Autre exemple : une lutte contre une installation d'une antenne 5G agrège des personnes autour de cette problématique. Au sein de ce collectif se trouvent des gens isolés dans leur quotidien et face à des situations de précarité et dans des embrouilles administratives (chômage, RSA, retraite). En fin de réunion du collectif, on se raconte et ces situations compliquées sont mises à jour. On se file des coups de main, et on profite de l'occasion pour poser des réflexions plus larges sur la précarité. On met en place des outils collectifs d'entraide (outils administratifs, soutien lors de rendez-vous...).

Le fait d'avoir un espace où politiser des problématiques propres aux individus qui constituent le groupe, d'y apporter des réponses ou initiatives collectives permet une prise de pouvoir sur nos vies et une **prise de confiance** qui favoriseront de nouvelles initiatives et analyses, etc.

Avec ces questions et ces exemples, nous voulons soulever l'idée que les comités locaux pourraient être des espaces riches en **prise de conscience** et en transformation puisque les individus qui le constituent se questionnent déjà sur la viabilité de ce monde de merde. Ces auto-formations offrent la possibilité d'un partage égalitaire des tâches, condition d'un partage égalitaire des décisions. Si le fonctionnement ne permet rien d'autre que suivre des directions prémâchées et que les comités ne sont pas un endroit où l'on questionne nos pratiques et habitudes, ce

sera juste comme une bouteille de plus jetée à la mer sans autres conséquences que de symboliques victoires lors d'évènements ponctuels où tout le monde rentre ensuite chez soi.

Nous vous proposons de vous emparer de ces questionnements au sein des comités et plus largement dans le fonctionnement des Soulèvements de la terre, en les enrichissant de vos propres interviews croisées et témoignages. Les victoires à venir des différentes mobilisations ne devront pas être appropriées par "l'enseigne" au détriment des individu-es qui en sont les véritables productrices et producteurs. Ces luttes doivent avoir des modes de fonctionnement permettant une rupture avec les rôles qui nous sont assignés.



Entretiens :

p.5 : En quoi l'urgence influe-t-elle sur les formes de militantisme ?

p.9 : Comment tenter de s'opposer aux autoritaires ?

p.13 : Est-ce que les stratégies sont l'apanage des dominant-es ?

p. 17 : Les mouvements anti-autoritaires sont-ils condamnés à perdre ?

p.21 : Comment et pourquoi les Soulèvements de la terre prennent-ils une telle ampleur ?

p. 25 : Où il est question de vocabulaire...

Entretiens à propos de Ste Soline :

p.27 : Ils nous ont confisqué notre colère

p.31 : Un engagement sans adhésion.

p.35 : La victimisation, c'est la dépolitisation de la lutte.

Réflexions :

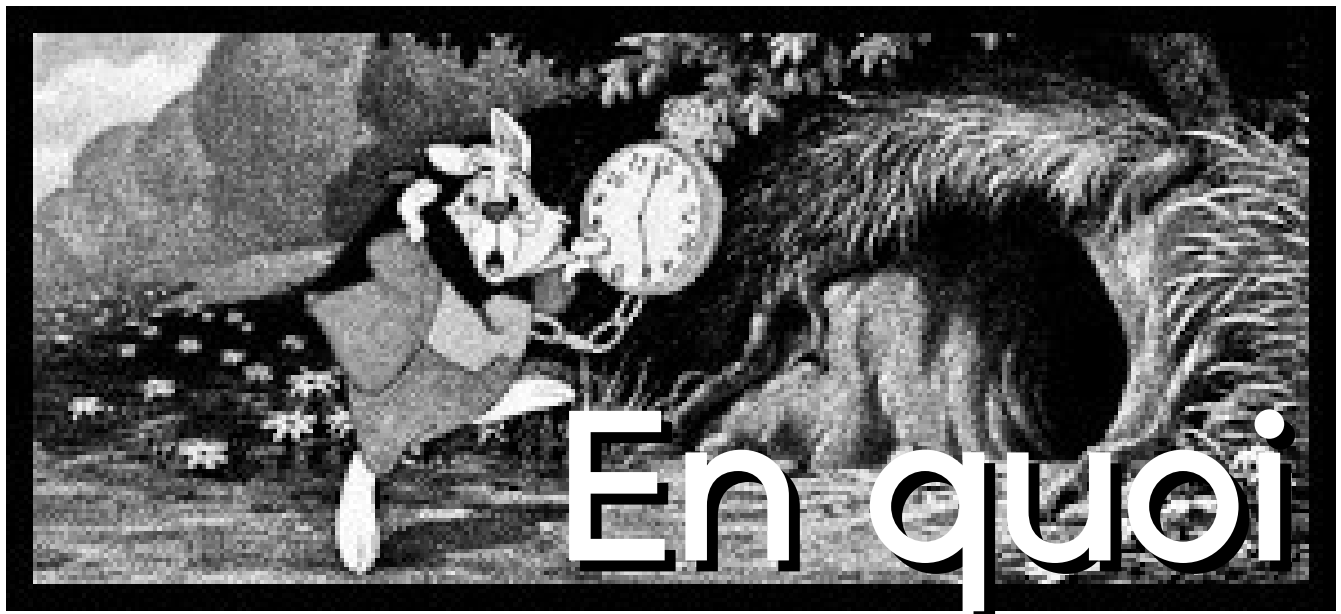
p.39 : Nos stratégies outre-atlantique.

p.43 : Pour une anthropologie critique des Soulèvements de la Terre.

p.48 : *Zadibao. Contre les violences symboliques et textuelles dans les milieux militants des Soulèvements de la Terre*

p.52 : Du fond de la classe.

Note : Certaines déclarations sont en italique, cela matérialise le plus souvent un changement d'interlocuteur dans les entretiens (réalisés en binôme), mais ceci n'a pas été systématisé et appliqué à tous les entretiens.



En quoi l'urgence influe-t-elle les formes de militantisme ?

A l'heure actuelle, on dit souvent qu'on est dans l'urgence. Pour toi, qu'est-ce que cela implique, dans l'activité militante, de prendre en compte ou non cette urgence, de la mettre de côté ou de la mettre en priorité ?

Un nouveau mode d'entrée dans la lutte politique

J'ai l'impression qu'à l'heure actuelle la question de l'urgence est une voie de politisation de pas mal de gens qui ont entre quinze et vingt ans et qui rentrent dans la politique par cette urgence environnementale. Cela produit quelque chose comme « il faut faire quelque chose tout de suite pour sauver la planète, pour sauver l'espèce humaine, pour sauver les êtres vivants. Dans cinq ans, dans dix ans, il sera trop tard ». Et cela met déjà dans un tunnel où il faut aller vite. Et du coup, il y a moins de place pour une réflexion.

Ce n'est pas tout à fait le même mode de politisation que j'ai pu avoir, plutôt basé sur une accélération du temps dans les mouvements sociaux, avec plein de questions qui s'ouvrent dépassant une opposition à un projet, une opposition à une réforme. Mais pas un truc qui dit : « là, il faut faire quelque chose, sinon, cela va être la fin ».

Des gens plus jeunes sont prêts à faire des actions plutôt radicales, c'est-à-dire une mise en danger, ou en tout cas un truc assez engageant corporellement ou judiciairement, parce qu'il faut faire quelque chose vite, mais pour obtenir des choses qui sont très réformistes dans les faits : négocier une meilleure isolation des bâtiments, ou obtenir un moratoire sur tel ou tel projet d'aménagement du territoire.

L'urgence permet-elle la réflexion ?

Ce qui me manque, c'est qu'il n'y a pas de discours, je ne sais pas si on va dire « révolutionnaire », mais en tout cas une volonté de transformation sociale générale. Plutôt, on nomme un salaud par ci, un salaud par-là, le béton un jour, des méga-bassines un autre. Tout est séparé. La critique du monde tel qu'il est, est inentendable.

Là où je reviens à l'urgence, c'est que dans les luttes environnementales, on ne se pose pas trop de questions. On se pose des questions d'ordre technique, un peu gestionnaire. On devient des semi-experts dans une avalanche de chiffres.

J'ai l'impression que, vu que les luttes sont souvent réformistes à la base, ce n'est pas très problématique, pour les militant-es qui y participent, d'être englobé-es dans une dimension qui est, elle aussi, en partie réformiste, même sous de beaux habits de lutte, très radicale et très revendicative. Au final, sur le plan des idées, ce n'est pas un gros décalage. Ce n'est pas comme si, au sein d'un comité local, au sein d'une lutte, il y avait des questions comme : pourquoi on se bat ? Est-ce vraiment l'anxiété, la peur de la « fin du monde », qui est questionnée ? On peut trouver des fois le discours : « fin du monde, fin du mois, même combat ». En tout cas, on affiche cette question-là, mais il n'y a pas beaucoup de prises pour traiter la « fin du mois » : ces luttes ne s'axent pas là-dessus.

Et dans les luttes au sein du monde du travail ?

On parle de luttes environnementales réformistes. Mais dans le monde du travail, on n'est pas à un stade beaucoup plus avancé. Il faut être clair : on s'engage sur des luttes défensives, aussi. En ce moment, il y a la réforme du RSA. De fait, s'y opposer, c'est une lutte réformiste. Le point de départ, c'est essayer de faire en sorte que l'État ne retire pas les miettes qu'il versait à pas mal de gens pour survivre. Ce n'est pas : s'organiser pour se passer de l'État.

Penses-tu que les gens, dans les luttes au sein du monde du travail, prennent plus de temps pour réfléchir aux causes de ce qui leur arrive ou sont-ils toujours dans l'urgence ?

J'ai l'impression qu'on est dans un même état d'atomisation. Chaque individu se démerde. On parle des Soulèvements, mais il reste quelques organisations qui sont dans la cogestion depuis des années, qui gèrent... qui ne gèrent plus rien en fait ! Par exemple, si on prend le rôle des syndicats pour l'assurance chômage, c'est l'État qui décide, la cogestion n'est plus que de façade. Depuis les deux ou trois dernières réformes, l'État promulgue décrets sur décrets. On peut réellement se poser la question : à quoi sert la cogestion ? On est donc au même stade dans les luttes sociales : à côté des luttes très encadrées par les syndicats (type retraites 2023), il y a des luttes sectorielles, ou des luttes de revendications de branche.

L'urgence est-elle la même dans les luttes environnementales et les luttes sociales ?

Vu qu'on est purement sur des luttes défensives, à tous les points de vue, il n'y a pas de grandes différences. Simplement, une des différences que je vois, c'est la question de l'urgence.

A première vue, la question de l'urgence est la même pour ceux qui la vivent. Dans dix ans, la température de la planète aura augmenté de 3°, elle ne sera plus vivable à bien des endroits. Mais dans dix jours, je suis licencié-e et je n'aurai plus de quoi payer la cantine pour mes gosses ou les traites de ma maison.

Pour moi, on nous force à vivre ces situations dans l'urgence. Alors que les dominants, qui savent déjà ce qu'ils veulent faire dans quinze ans, ont déjà planifié la situation d'aujourd'hui depuis quinze ou vingt ans. Donc, pour les dominants, il n'y a pas de situation d'urgence. C'est nous qui sommes mis dans l'urgence, parce que nous avons les informations trop tard, parce que nous n'avons pas l'horizon temporel ou l'horizon politique assez éloigné pour comprendre la logique de ce qui va nous arriver.

C'est pour ça que je trouve très important d'analyser le monde dans lequel se trouvent les luttes, parce que c'est justement ce monde-là qui a planifié il y a dix ou vingt ans ce qui nous arrive maintenant. Pour nous, quand cela nous arrive dessus, on se dit : « Ah ! C'est urgent ». Mais eux sont sur leur lancée, et savent déjà ce qu'ils vont nous faire subir dans dix ans.

La question de l'urgence, j'ai l'impression qu'elle est moins posée dans les luttes dans le monde du travail, du moins sur le plan du discours. Certes, les gens sont très anxieux, quand ils sont visés par les réformes du chômage, du RSA, par un plan de licenciements. Mais on ne présente jamais ça comme un phénomène massif d'anxiété, au niveau de toute la société, au niveau planétaire même. Il n'y a pas de discours médiatique aussi anxiogène en ce qui concerne la dégradation des conditions de travail qu'en ce qui concerne les dégradations climatiques.

Le rapport au temps conditionne-t-il la forme de militantisme qu'on adopte ?

Le temps n'est pas le même pour des gens qui sont dans des situations précaires, où l'horizon temporel est très proche d'eux, de l'ordre du lendemain ou la semaine alors que pour les dominants où l'horizon temporel est à vingt ans, où il y a des perspectives, ils savent où ils veulent aller, même sans savoir s'ils y arriveront ou pas. Est-ce qu'on peut dire que l'engagement dans une lutte était aussi fonction de ce genre d'inégalités dans la possession d'un capital culturel, social quelconque. Que des gens plus précaires zappent plus les réunions, ou sont plus instables et vont partir avant la fin, remettre en question les choses la fois d'après ? Est-ce que les gens qui ont un bac plus trois, quatre, dix, ont une vision plus stable de ce qui a été dit, acté, et on passe à la suite parce que dans huit jours, un mois, il a une autre échéance ? Est-ce que on peut dire qu'il y a une position différente face au temps, en parallèle à une position différente face à l'investissement militant ?

Comment se dire que ce n'est pas seulement un problème de place mais se poser la question de comment les gens se réinvestissent, prennent les choses en charge ?

Est-ce que cet investissement-là n'est pas aussi dû à la position ?

Dans pas mal d'espaces que je fréquente, ce sont des gens au RSA majoritairement, qui ont « du temps pour parler ». Je parle d'espaces où les gens ont « choisi » de ne pas travailler et se démerdent avec ça. Le principal est de dégager du temps pour faire autre chose et notamment pour faire de la politique, lutter. Je ne dis pas qu'il y a une égalité au sein de ces groupes-là, parce qu'il y a plein de choses qui se jouent : des gens ont fait des études, d'autres pas, certains ont des sous de côté d'autres non, il y a des gens qui ont un loyer, d'autres non, certains ont des enfants, d'autres non. C'est une pile de facteurs que je ne peux pas expliciter à des moments.

Urgence et la dynamique d'autonomisation

La question que je me pose, c'est à quel moment on décide d'arrêter de s'en remettre à d'autres et de prendre les choses en charge ? Il y a plein de choses qui nous poussent à faire ce qu'on nous dit. Comment on se dégage de cette facilité de penser, de laisser faire tel truc à telle personne parce que c'est pratique, je ne m'en occupe pas, de laisser telle ligne politique s'installer : « ouais, c'est un discours pas mal, médiatiquement entendable, ça passe, ça a l'air de ramener du monde et c'est super ». Comment favoriser cette culture de prendre les choses en mains ?.

L'urgence et la place prise dans les mobilisations

Quand on parle de bureaucratie, de bureau politique, quand on parle de têtes pensantes de l'organisation, quelle qu'elle soit, quelle place on leur laisse ? On leur « laisse » toujours une place énorme. Mais il y a aussi une autre partie, c'est qu'on a toujours mieux à faire que de se coltiner une tâche supplémentaire... Il y a un moment où il faut prendre les choses en charge, il faudrait que ça tourne pour écrire les textes, etc. En fait ça ne se passe pas comme ça : s'il n'y a pas une ou deux personnes qui le font, ce n'est pas fait.

Il y a mille facteurs qui expliquent ça. Il y a le capital culturel d'un côté. Il y a le facteur temps. Il y a les conditions de vie : entre une personne au RSA à qui on fout la paix, et une autre qui galère et qui doit enchaîner les petits contrats pour payer tel truc. On n'est pas du tout à égalité. On n'a pas les mêmes possibilités.

Ce que j'ai toujours trouvé intéressant et qui manque quand il n'y a pas de lutte, c'est que lors d'un mouvement social, le temps, il change. Ce qui m'intéresse dans les mouvements sociaux, c'est que ça y est, tu es décalé. Les choses s'interrompent. C'est peut-être un peu forcé comme rythme. Mais tu as interrompu une bonne partie des choses qui te rivent à ton quotidien et qui t'empêchent de faire tel ou tel truc, de prendre du temps pour discuter.

Des pistes pour arrêter le temps ?

Il y a donc des horizons temporels différents entre ceux qui ont la main, ceux qui sont les dominants, et nous qui subissons leurs décisions. Et à l'intérieur d'un mouvement aussi, il y a des gens qui luttent à plein temps, et d'autres qui, à plein temps, cherchent de l'eau ou de quoi manger, ceux-là n'ont pas le temps de lire non plus. Donc, comment on fait avec ça ? As-tu des pistes pour créer ces espaces de réflexion au sein des mouvements où c'est l'urgence ?

En fait, il faut se donner des espaces où on a la place de se poser des questions. Cela peut être un comité local, une assemblée qui ne soit pas une assemblée syndicale, une assemblée décisionnelle, mais une assemblée plus large où les orientations soient remises en cause, où les prises de décisions soient remises en cause. Où les personnes qui parlent au nom du mouvement ou qui ont en charge certains rôles peuvent changer. Les règles sont à définir.

Il y a des possibilités sur un mouvement social de créer des espaces de réflexion qui dépassent le cadre organisationnel. Qu'il y ait de l'intérêt pour ces moments, c'est autre chose. Pourquoi ? Est-ce un formatage culturel qui ne permet pas de se sentir à l'aise dans ces espaces ? Est-ce parce qu'il n'y a pas d'outils pour faciliter l'investissement dans un groupe ? Ou bien une attitude du genre : « on a déjà donné une bonne partie de notre journée à un mouvement social » ? Est-ce que ce n'est pas excessif ? Je n'ai pas de réponse. C'est un mélange de tous ces facteurs. Ces espaces n'intéressent que les gens qui décident de les mettre en place. Comment, à un moment, tu es content de le faire collectivement ? C'est une de mes grandes questions.

Il y a une différence entre les structures pérennes, tels les partis politiques et les syndicats, et les collectifs. Les collectifs durent le temps de la lutte. Dans les structures pérennes, il pourrait y avoir des espaces pour la réflexion entre les moments de lutte. Et cela l'a été dans le passé (les écoles de partis, les bourses du travail...). « Apprendre à l'ouvrier la science de son malheur » comme disait Pelloutier, c'était une éducation indispensable pour apprendre à lutter. Cela n'existe plus.

Oui, ces temps doivent être mis à profit, et il y a des choses qui doivent se pérenniser. Mais, et c'est contradictoire : les temps où il y a un mouvement social, où il y a des luttes fortes, malgré tout c'est des temps où il y a plus de gens qui interrompent la vie classique et ont des ouvertures pour se poser ces questions. Le tout, c'est de doter ces moments où les choses s'accélèrent et où il y a plein d'impératifs. Pour autant, il y a tout à fait la place pour poser ces questions et faire en sorte que cela se maintienne jusqu'à la lutte qui suit.

Dans le vécu que j'ai de ce genre de lutte, c'est plutôt dans l'informel. On en revient aux témoignages des gens qui étaient sur la ZAD dans les années 2010/2012 [dans le livre paru en mars 2024 : Des histoires de la ZAD]. Ils disaient que les assemblées n'étaient pas des instances décisionnelles (décisions qui furent bientôt biaisées et truquées par la formation d'une bureaucratie interne), mais des lieux d'échange d'informations et de réflexion. Les discussions de fond que j'ai vécues, c'est plutôt quand on est en manif, ou à attendre le retour d'une délégation ou quelque chose comme ça. Pour moi, ce n'est jamais en assemblée ou en groupe qu'on se demande : 1, 2, 3 pourquoi c'est devenu comme ça ? Peut-être dans les débriefings.

Si on allait dans un comité local, comment on pourrait proposer d'arrêter le temps, en fait ? Arrêter l'urgence : on va faire cette action mais on va essayer de comprendre le contexte.

Je pense qu'il faut pousser, même à des temps très formels : là, on va discuter, il n'y aura pas de prises de décision. Juste un échange sur où on en est à tel moment, pourquoi on fait ça, un recul sur les pratiques, le fond, quelles sont les personnes avec qui on interagit. C'est des moments très importants dans les luttes. J'ai l'impression d'en avoir vécu quelques-uns. Mais ils sont très limités. Cela ne suscite pas un intérêt énorme.

Malgré parfois de la bonne volonté pour les mettre en place, comment fait-on pour que cela devienne vivant, que cela soit aussi important que les assemblées où juste on ratifie les choses ? Je n'ai pas de recette miracle. A un moment, il faut juste se prendre en main. Et trouver une manière pour que ce ne soit pas la corvée.

Ce n'est pas forcément une corvée. Mais cela peut être déstabilisant parce que l'on remet en cause des fonctionnements dans lesquels, bon an mal an, on se retrouve, et que l'on fait fonctionner à son tour. C'est inconfortable pour le moins



Comment tenter de s'opposer aux autoritaires ?



Cette question est liée à une autre : à un moment, il faut se (re)prendre en main, et ne pas déléguer tout. Pourtant on ne peut pas tout faire parce que justement on n'a pas le temps, donc il faut déléguer... Est-ce suffisant de dire qu'il faut être dans l'impermanence des tâches, c'est-à-dire dans la rotation et ne pas s'installer dans son confort de compétences ?

Cette question est aussi liée à celle du problème du temps et de l'urgence. Il n'y a rien de plus efficace qu'une armée qui donne des ordres verticalement et qui se fait obéir verticalement. Quand on se sent obligé-e lutter dans l'urgence, on est obligé-e de s'en remettre à des gens qui ont déjà pensé, qui ont eu le temps de penser au-dessus de nous. C'est comme ça que l'autoritarisme s'installe. A certains moments, on laisse faire les gens plus compétents parce que c'est plus facile, plus rapide et mieux fait. Mais doit-on accepter ce diktat de l'urgence qui est une arme idéologique, médiatique : « on n'a pas le temps » ?

NB : Cette deuxième question est abordée dans l'interview portant sur l'urgence.

Comment tenter de s'opposer aux dynamiques autoritaires ?

Il me semble qu'il y a trois solutions. L'entrisme, c'est à dire entrer par exemple dans les comités locaux et essayer de saper la façon autoritaire de faire, si elle existe parce que tous les comités locaux ne se ressemblent pas. C'est une possibilité. Pour moi, c'est un peu peine perdue d'entrer dans une structure pourrie pour essayer de la rendre saine. Mais, dès fois, il n'y a que ça à se mettre sous les dents.

Il y a l'éducation populaire, c'est-à-dire essayer d'utiliser n'importe quel temps formel ou informel, dans les moments d'attente ou de flottement dans une lutte, pour pouvoir discuter avec les gens et avancer ses propres arguments ou sa façon de voir les choses.

Mais lutter contre les autoritaires avec leurs manières de faire, en essayant d'imposer sa propre vision est quelque chose de risqué si on ne veut pas leur ressembler. Utiliser les armes de l'ennemi pour le détruire, c'est un peu se mentir à soi-même, ou se renier et passer du côté de l'ennemi ou de l'adversaire (si on pense que ce n'est pas un ennemi).

La question de la rotation des rôles

Comment la mettre en parallèle avec la question du travail militant ? Ça peut pencher d'un côté ou de l'autre. C'est à dire qu'il y a des tâches qui sont des tâches de pouvoir : écrire un tract, rédiger un compte-rendu, tenir les tours de parole, tout un tas de rôles qui incombent à des personnes qui les prennent en charge. Cela peut être analysé d'un côté en « dérive autoritaire » et d'un autre en « se taper le sale boulot ». Il faut en parallèle s'interroger sur la question de

l'efficacité de la tâche entreprise, la question de la 'dead-line' (de la date à laquelle une tâche doit être réalisée) : est-ce réellement une tâche importante ou peut-on se dire qu'on s'en fiche ?

En même temps, les groupes de parole où on parle pour parler, et où l'on revient très souvent à la même discussion, ça a aussi un côté usant. Si c'est juste pour entendre des échanges de positions entre deux groupes, sans que rien ne se passe, ça peut fatiguer. Je comprends une forme de désintérêt si on n'a pas, entre guillemets, une 'forme de production' dans le travail militant : juste un besoin de faire les choses ensemble, et d'y prendre plaisir. Et comment tu peux répondre à cette question qui me travaille et avec laquelle je ne suis pas à l'aise ?

C'est à dire, comment faire 'le sale boulot' sans devenir autoritaire ?

Je n'appelle pas ça le sale boulot mais je préférerais que ça tourne. Par moment, je me dis, si je ne fais pas tel truc, on va repasser trois heures à remettre en question ce qui avait été discuté collectivement. On peut passer un temps un peu long à trouver une position collective, à se mettre d'accord. Mais s'il n'y a pas une trace, que les choses ne sont pas faites, on peut repartir sur une discussion sans fin. Moi, l'inefficacité complète, c'est un truc qui me braque. Dans les mouvements de lutte, il faut se donner des cadres, savoir pourquoi on lutte et ce qu'on fait à partir des discussions.

Est-ce que la délégation n'est pas aussi confortable ?

On peut aussi se demander si ça ne nous arrange pas qu'il y ait des gens qui prennent des décisions à notre place. Je pense qu'il y a aussi de ça. Des gens sont dominés dans une lutte, mais ça leur convient aussi de faire des tâches d'exécution et pas des tâches de pouvoir. Cela peut être confortable de râler contre les chefs qui font tout, qui prennent tout le temps la parole, qui ne laissent pas la parole aux autres, mais on se voit pas à leur place. Nous, ça nous titille parce qu'on n'a pas envie d'une société comme ça. Mais, pour déshabituer les gens à l'obéissance ou à la soumission dans le milieu militant ou au moment des luttes, alors que c'est ce que l'on attend d'eux dans le monde social et du travail, il me semble que cela nécessite un apprentissage et un entraînement, des répétitions. Donc cela repose sur tout le conditionnement social qui ne peut pas être remis en cause en une seule lutte et qui, a besoin de déconditionnements progressifs et répétés. Or, les dominants ne nous laissent pas le temps de nous déconditionner de cette soumission, sur laquelle repose leur pouvoir.

On revient à la question de départ : comment mettre en échec les groupes autoritaires ? Ça rejoint la question du volontarisme ou comment tu arrives à prendre en charge certaines tâches pour mettre en échec ces conditionnements. On a retourné pas mal cette question sur la fin de la ZAD, qu'est-ce qui a fait que, après le 'off' [réunions ouvertes aux comités de soutien, le 10 février 2018 en opposition à la « fête, officielle, de la victoire »], les courants oppositionnels, ne se sont pas mobilisés (avec tous les obstacles que l'on doit prendre en compte, comme la perte des canaux de communication...) De mémoire un occupant a dit « le lien avec les comités, c'est nous qui l'avons lâché », « on a laissé la place libre parce qu'il n'y avait plus personne pour prendre ça en charge ». Dans un contexte plus large, on peut se demander ce qui fait que des personnes se disent : ça, je ne vais pas le laisser filer, ou : là, il y aura une forme de rétrocontrôle, ou encore : il y aura toujours une personne qui garde la main sur tel ou tel outil. C'est un peu « volontarisme contre libre soumission » ou « soumission imposée ». J'ai l'impression qu'on ne peut pas avoir des réponses figées, systématiques... J'ai toujours en tête de me dire : comment on favorise dans ces espaces le fait que ça reste ouvert, accessible, que ça reste discutable. Pratiquer la question de la remise en cause, c'est un apprentissage.

Un exemple : relations entre luttes locales et mouvement des Soulèvements de la Terre

Une des questions à se poser, si on fait partie d'un comité local, ou d'un comité de soutien aux Soulèvements de la Terre, c'est : à quel moment, il y a une maîtrise sur ce calendrier ? Est-ce qu'il y a des retours qui peuvent se faire en disant : « nous, ça nous va pas comme organisation » ? Est-ce que penser des événements disposés sur un calendrier pour créer une saison, est quelque chose de recevable par les organisateurs des Soulèvements, ou est-ce que c'est juste des satellites qui suivent, parce qu'il faut faire quelque chose vite, parce qu'on n'est pas nombreux dans un secteur donné ? Ou est-ce qu'un collectif local a son calendrier propre, fait des actions tout au long de l'année, continue des discussions pour s'interroger sur les buts ? Je ne sais pas s'il y a ce temps-là.

Les luttes localement sont un peu faibles. Ce n'est pas vraiment des luttes. Les gens se débattent comme ils peuvent, avec les problématiques qu'ils ont à affronter au quotidien et qui les dépassent complètement (des groupes financiers, de gros industriels, et eux ils t'écrasent). Avoir un réseau, comme les Soulèvements de la Terre qui s'intéressent à une lutte locale, avec une aura médiatique, qui donnent la garantie, quand ils font un appel, qu'il y aura des milliers de gens qui vont se ramener à un événement ponctuel, vu l'état des luttes à l'heure actuelle, cela fait un bien fou. Cela fait un bien fou au moral. Cela fait un bien fou de se sentir soutenu. Tu as l'impression de récupérer un peu de prise sur ta lutte, que ta lutte porte un peu ses fruits.

Après, ce qu'il faut interroger sur ces questions-là : c'est peut-être un coup de pouce. Mais, à quoi tu cèdes ? Quels sont les enjeux ? Des interventions très radicales (désobéissance, sabotage ou affrontements physiques) pour des demandes qui sont finalement de l'ordre d'une meilleure gestion, demander des garanties à ce que telle norme soit respectée, que cela soit plus vivable, même s'il y a la demande d'un abandon de projet ici ou là.

À quoi on cède quand les Soulèvements viennent donner de l'ampleur à une lutte locale ? Elle n'est plus maîtresse de son calendrier, ni du processus. Ne devient-elle pas un peu le faire-valoir des Soulèvements, les intérêts propres de la lutte locale ne passent-ils pas après les intérêts des Soulèvements ?

C'est pour ça que je demandais : à quel prix ? On remet le destin de la lutte locale dans un espoir de sursaut.

L'utilité des outils « anti-autoritaires » ?

Est-ce que la systématisation de procédures, de répartition de la parole, de modes de discussion sont la solution pour contrer l'apparition de groupes autoritaires ?

Je dirais qu'entre gens de bonne volonté, ces outils peuvent être utiles et même efficaces. Si on te dit : « attention, tu outrepasses ce que l'on s'était proposé comme mode de fonctionnement » et si tu es d'accord, ces procédures-là elles peuvent améliorer des choses. Vis-à-vis de gens qui disent : « je m'en fous, j't'écrase, c'est comme ça que je fonctionne », les procédures d'évaluation, ou de fonctionnement anti-autoritaires ne fonctionneront pas.

Dans ce cas-là se pose la question de : comment fait-on pour les neutraliser, utilise-t-on les mêmes méthodes en disant : « on va faire en sorte que tu ne nuis plus ». Mais dans ces cas-là on en arrive à des luttes fratricides (avec en prime la culpabilité de nuire à la lutte commune). Ou est-

ce qu'on s'organise autrement ailleurs. Ça, c'est l'histoire des scissions (comme dans les partis politiques, les syndicats). Je pense que tous ces fascicules de mode d'emploi, de bien-vivre, ça fonctionne entre gens de bonne volonté.

Soit c'est entre gens de bonne volonté, soit c'est des heures de négociation et de combat rien que sur l'unique question des procédures

Oui, c'est ce que j'ai appelé rapidement les 'guerres fratricides'.

On ne parle même pas de questions politiques, mais de la manière dont on va gérer les conflits de divergences politiques par exemple. Avant, les gens s'excluaient sur des idées, maintenant ils s'excluent sur des 'procédures', entre guillemets. C'est un mode de non-résolution de conflits de créer d'autres espaces ailleurs. Mais à un moment, ça va revenir sur la table, il va falloir se recoltiner ça parce qu'il y a des trucs qui vont rentrer en contradiction...

C'est de l'optimisme de la volonté ou du pessimisme de la raison ?

Ou du réalisme pragmatique ?

Comment expliquer le désintérêt ?

Comment interroger la forme « là, j'ai la flemme », « la flemme » parce qu'il y a trop de trucs compliqués. Il y a des tas d'explications, mais par moment on a juste l'impression que c'est le goût de l'individu, c'est une impression, ça ne gomme pas tous les autres facteurs. Moi, c'est des questions que je me pose.

Pourquoi il y a des désintérêts à un moment donné ?

Est-ce que c'est trop long, est-ce que les questions posées n'intéressent pas les gens ?

Est-ce que ce n'est pas aussi parce que c'est plus rassurant de se projeter dans un avenir ponctuel, un truc bien simple que de prendre à bras le corps une analyse politique, du contexte économique et social dans lequel se situe la lutte ? Pour avoir une vision cohérente de la lutte qui ne soit pas la vision dominante, il faut prendre du temps, il faut lire des textes, les comprendre, analyser, synthétiser. Je pense que ce serait un des rôles des comités de soutien, à quelque lutte que ce soit de se dire à un moment : « allez, on parle maintenant du fond » et pas uniquement des tâches pratico-pratiques qu'il faut résoudre pour mener à bien l'action qui va venir, « là on se pose et on laisse l'urgence de côté ». Ça demande un bagage en amont qui n'est pas forcément facile.

Est-ce que les stratégies sont l'apanage des dominant-es ?



Première réponse

Je répondrai à la question « *est-ce que les stratégies sont l'apanage des dominant-es ?* » par une réponse, pragmatique, mais qui ne me satisfait pas, puisque je ne me place pas dans la catégorie de dominant-es, ni de prétendant-es à la domination. Dans la mesure où les stratégies mises en œuvre dans le cadre de ces affrontements sont d'une part en partie le reflet de l'état actuel de ces rapports de domination, et que d'autre part, d'une certaine manière, qui dit stratégie dit conflit, lutte, perspective à long terme pour faire triompher un projet politique, ce projet politique pourrait en effet triompher, ou du moins changer substantiellement la situation pour tous les protagonistes.

Parler de stratégie des dominant-es, c'est admettre que l'issue de la lutte sera finalement une nouvelle domination. Et dans ce cas-là, la conclusion que je tire, c'est que (pour prendre l'exemple du mouvement des Soulèvements de la Terre), si on pense que ce sont les personnes qui sont en position de commander, de décider et d'organiser sont les personnes qui sont les plus à même de former une stratégie opérationnelle avec tous les moyens pour la mettre en œuvre, on se retrouve dans une forme de lutte où l'aboutissement ne sera pas la fin de la domination, mais une forme renouvelée de domination.

Pour terminer ce préambule, je dirai que les stratégies sont l'apanage des dominant-es, puisque vus les méthodes, les moyens et les fins auxquelles ils et elles peuvent arriver, c'est une sorte de privilège qu'on leur laisse et que ce n'est pas une richesse ou une ressource qu'on pourrait leur contester. Il faudrait simplement faire en sorte de tenter de limiter les effets négatifs que pourraient avoir ces stratégies sur celles et ceux qui formeront ou forment déjà la piétaille de ces luttes.

Un exemple : les suites agricoles de l'ex ZAD

Qu'est ce qui te fait dire que cette fin favorise une nouvelle élite ?

Il faut se référer à des faits, sinon on reste uniquement dans l'abstraction. On trouve dans les positions clés des Soulèvements de la Terre des individus et des groupes dont on a vu à l'œuvre les méthodes et les finalités sur la ZAD : la confiscation de la lutte sur la ZAD pour constituer un butin foncier qu'ils et elles gèrent soi-disant de manière collective (avec l'assemblée des usages, etc.). C'est une forme qui n'est certes pas négligeable.

L'alliance stratégique qu'ils et elles ont établie alors au niveau local avec COPAIN et qu'ils et elles étendent maintenant au niveau national avec la Confédération Paysanne laisse entendre qu'on est assez loin d'un « droit d'usage », d'une « propriété d'usage ». Les terres, c'est un moyen de

production, avec du foncier, avec son coût sur un marché qui n'est pas modifié. La terre, c'est un capital. S'il y avait quelques formes de victoires dues à la lutte de ces stratégies, je pense que le résultat est assez loin de ce qu'ils nous ont fait miroiter en ce qui concerne le collectif. On aura peut-être des fermes collectives, mais avec la nécessité d'écouler les produits sur les marchés, pour rembourser les investissements.

Je pense que leur approche par la défense des terres est intéressante. Mais si on s'en tient là, on risque de produire des alternatives viables dans un contexte capitaliste qui aura évolué certes, mais pas révolutionné.

N'est-ce pas un moindre mal d'avoir su garder ne serait-ce que des miettes, si en plus elles permettent, par effet rebond, de développer un mouvement assez visible et politiquement présent tel que les Soulèvements ?

Par ailleurs, est-ce que ces stratégies, ces dominant-es ne sont pas aussi dominé-es, vu qu'ils et elles n'ont pas pu aller au bout de ce qu'ils et elles voulaient, notamment parce qu'ils et elles sont encore soumis-es aux normes agro-environnementales. Du coup, est-ce qu'ils et elles ne restent pas avant tout dominé-es par l'État ou les grosses structures capitalistes ?

Même s'ils et elles peuvent développer des pratiques un peu cachées, hors normes, ou pour reprendre le titre d'un texte qu'ils avaient publié un peu avant la « victoire » de 2018, *Le manteau et le corps* : on a un manteau juridique et dessous on peut avoir des pratiques alternatives, voire radicales, ils et elles doivent quand même admettre qu'ils et elles sont tenu-es d'accepter un certain nombre de normes administratives, comptables, etc. pour exister dans la durée. Ils et elles sont effectivement en position de dominé-es d'autant plus que dans le monde agricole, ils et elles sont face à des puissances de l'agro-industrie et à la FNSEA qui sont hégémoniques. Mais ils et elles aspirent (vont-ils et elles y arriver ou pas ?) à réellement changer le rapport de forces et à contraindre les dominant-es à réformer le modèle agricole existant, ce qui serait le résultat d'un compromis ; et à se retrouver finalement, du fait du poids qu'ils et elles pourraient avoir développé pour faire évoluer ce système, à obtenir une place moins dominée.

C'est une manière d'agir, une stratégie que je peux critiquer, mais sans vouloir en proposer une autre.

Adresse aux dominé-es

Mais j'aimerais dire à mes 'pareil-les', aux gens qui occupent dans les luttes des positions que je crois similaires aux miennes au niveau des rapports de classes : il faut obliger les stratégies, les dominants avec leur stratégie, à être encore plus forts et radicaux. Si on veut que le compromis qui va suivre le cycle de luttes (qui commence en 2021) arrive à quelque chose de suffisamment significatif pour vraiment changer substantiellement les bases matérielles de la production alimentaire (pour simplement s'intéresser à ce côté-là).

La stratégie des Soulèvements permettrait au capitalisme de ne pas sombrer dans une impasse

D'autant plus –et c'est pour ça qu'il faut avoir un regard suffisamment compréhensif sur ce qui se passe dans les Soulèvements de la Terre – qu'il est fort possible que les revendications actuelles de l'agro-industrie dominante (supprimer le plan Ecophyto, plus de pesticides, toujours le glyphosate, etc.) soient agronomiquement parlant une impasse. Y compris pour les intérêts capitalistes. Les Soulèvements de la Terre et plein d'autres organisations (il y a plein d'initiatives qui se passent au niveau de l'agro-écologie) tiennent la seule perspective qui soit vivable, au moins à moyen terme.

On peut faire l'hypothèse que cette force qui est en train de se mettre en place, les Soulèvements de la Terre, peut obliger les pouvoirs dominants à faire un certain nombre de

concessions, non pas parce qu'on est nombreux autour des méga-bassines, mais parce que c'est important d'une manière quasiment technique. Je pense qu'on va arriver à des impasses sur le moyen terme, et les Soulèvements de la Terre peuvent être justement la force « radicale » entre guillemets qui permette au système d'être en mesure d'imposer des changements, en supposant bien sûr que les intérêts vraiment dominants n'y perdent pas.

Aux dominant-es la stratégie, aux dominé-es la tactique ?

On peut dire, alors, que les stratégies, c'est les dominant-es qui en ont la charge parce qu'ils et elles ont un certain nombre de ressources, de moyens culturels, etc. Nous, on ne les possède pas de la même manière. On en a d'autres qui sont moins efficaces, on va dire.

Tout ça pour dire : les stratégies, c'est le monopole des dominants. Et tant mieux !

Je veux dire qu'à ce niveau-là d'organisation, cela nécessite des caractéristiques sociales, qui ne sont pas réparties au hasard, et qui ne sont pas l'apanage de tout le monde, mais qui sont les caractéristiques des dominant-es ou des candidat-es à la domination. Par contre, là où il faut être très attentif, c'est les conséquences des stratégies sur celles et ceux qui vont, de bonne foi en général, s'embringer dans les luttes politiques qui sont initiées.

Tu dis que la stratégie des Soulèvements de la Terre permet de préserver le capitalisme en lui offrant une voie de garage. Sauf que cette voie de garage qui perpétue le capitalisme, perpétue aussi les conditions de vie sur Terre. Or cet intérêt n'est pas que celui des classes dominantes ou des prétendant-es à la domination. Est-ce que cette stratégie ne répond pas, au moins en partie, et jusqu'à un terme qu'il s'agit de définir, aux intérêts des classes 'subalternes'. Auquel cas, participer aux actions organisées par ce mouvement serait très voulu, très conscient et très souhaitable, au moins pour une partie du chemin.

Je n'invente rien en proposant de pousser les stratèges à être plus radicaux. Cela s'est déjà fait dans le monde social, dans les espaces de travail. Ceux et celles qui ont toujours pointé le rôle néfaste des directions syndicales, disaient : il faut pousser au cul les directions syndicales à aller plus loin que ce qu'elles feraient « naturellement », les obliger à sortir de leurs routines, à prendre des risques.

Le parallèle avec les Soulèvements de la Terre a des limites, parce qu'ils ne sont pas, ou pas encore, dans un processus d'intégration ou d'institutionnalisation. Ils ne sont pas encore pris au sérieux par des partenaires sociaux éventuels. C'est pour cela qu'il y a toute une série d'autres domaines dans lesquels nous avons notre place, qu'il nous faut investir pour obliger ces stratégies à ne pas simplement se cantonner à un certain nombre d'aménagements marginaux ou cosmétiques dans le système capitaliste ; mais lui faire effectuer des ruptures, pas forcément fantastiquement radicales et révolutionnaires, mais au moins substantielles. Même si on est dans des considérations réformistes, cela peut permettre d'améliorer les conditions d'existence des gens les plus écrasés.

Est-ce que les subalternes n'auraient pas aussi une stratégie : mettre la pression sur l'autre classe qui a les moyens, stratégie qui serait complémentaire et qui aurait partie liée à celle des dominant-es que tu décris ?

Je dirais que les apprentis dominants sont les maîtres stratèges et que le domaine des masses de manoeuvre, des subalternes, pour ne pas être complètement perdants, c'est la tactique.

Stratégie / tactique, cela fait un peu scolaire... Si on identifie stratégie, comme j'ai dit au début, à la mise en œuvre d'un projet politique spécifique, c'est l'attribut des dominant-es. Quant aux dominé-es, qui sont en mesure d'élaborer d'autres formes de projection complexes dans l'avenir, donc avoir d'autres formes de projets politiques spécifiques, du fait notamment d'une différence de rapport au temps (anticiper à une plus ou moins grande échéance), cela revient, pour reprendre ce terme, à de la tactique.

Tactique, pour moi, a un sens plus restreint que stratégie. Comment, avec moins de capacités et de ressources pour planifier à long terme, par non-volonté d'unifier aussi peut-être, les subalternes pourraient-ils réagir à la stratégie des dominant-es pour tirer leur épingle du jeu ?

Un petit groupe, le CMDO, s'il a justement un certain nombre de ressources et de moyens, est en mesure d'imposer sa stratégie à un nombre beaucoup plus important de personnes ; pas à les endoctriner au sens courant du terme, mais à baliser le cours de la lutte de manière à ce qu'il y ait des choses qui deviennent impensables. Progressivement, leur propre manière de voir leurs intérêts spécifiques se diffuse, sous des formes pas forcément identiques, cela peut-être totalement dégradée, au prétexte de l'unité (qui est là une simple couverture idéologique).

N'est-ce pas là une manière de réduire à néant les choses, les valeurs des prolétaires, des subalternes, de dominé-es ? C'est ce que fait l'Histoire officielle, d'accord. Pour être simple et bref : quand on dit « le CMDO a récupéré la ZAD », ce n'est pas du tout une manière de discréditer la fantastique diversité, inventivité et foisonnement dans toutes les pratiques qu'il y a eu sur cet espace-temps incroyable de quelques années sur un espace géographique très important.

La stratégie des perdant-es ?

Quand tu parles des ouvriers à la base qui pourraient seulement réagir, moi je trouve ça très pessimiste et enfermement dans un cadre, comme si l'autogestion et la portée révolutionnaire n'existaient plus. Or, pour moi, j'ai la croyance que même si les systèmes de domination existent dans le travail militant, il y a plus de marges de manœuvre et d'imagination que tu ne le dis.

Peut-être que je simplifie trop et que je donne trop de force à ceux et celles qui tirent la leur du travail invisible de la multitude, comme on dit. Il ne faut pas leur laisser non plus le triomphe de la victoire. Scott parle de ça : de l'infra-politique et de la version cachée des faits...

En gros, les gestes invisibles de résistance à la domination qui ne demandent pas un trop haut niveau de confrontation avec le pouvoir et donc pas trop de répression, mais qui permettent de freiner la machine et de préserver les intérêts de classe, même dans une situation où tu es dominé-e...

La perruque, l'absentéisme et tout ce qui se fait aussi en complicité, les différentes formes d'illégalisme. C'est très riche d'inventivité par rapport aux normes dominantes qui ont tendance à être reproduites dans les mouvements structurés. C'est une sorte de bruit de fond continu. Mais cela n'a pas les caractéristiques qui permettraient de prendre le dessus, c'est-à-dire d'instaurer à un moment donné une forme d'ordre, d'ordre moins le pouvoir....

Il faut aussi être suffisamment conscient-e du fait que celles et ceux qui arrivent à s'imposer, souvent de manière archi violente, et à dominer une période historique, bénéficient d'un certain nombre de caractéristiques.... que, en fait, je n'ai pas envie d'avoir.

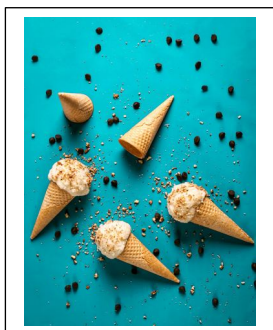
Tu penses au refus de parvenir ?

Je refuse de raisonner en termes de stratégie parce que, loin d'être une ressource positive qu'il faudrait se constituer, c'est justement l'apanage de dominant-es ou de groupes qui aspirent à la domination. Ce qui, pour moi, n'est évidemment pas une perspective désirable.

Une phrase d'Elisée Reclus, en 1895, analyse très, très bien avec ce qui s'est passé sur la ZAD : « Ah ! mes amis, rien ne déprave comme le succès ! Tant que notre triomphe ne sera pas en même temps celui de tous, ayons la chance de ne jamais réussir ; soyons toujours vaincus ! ».

Mais cette perspective de tous gagner, dans le cours de l'Histoire humaine, je ne sais pas si ce n'est pas une sorte d'utopie, toujours rejeté derrière l'horizon.

Les mouvements anti-autoritaires sont-ils condamnés à perdre ?



Les mouvements anti-autoritaires n'existent pas

D'abord, pour revenir sur cette antinomie autoritaire / anti-autoritaire, je me dis : si tu es autoritaire, que tu l'assumes ou pas, si tu veux l'être, tu peux réussir à l'être. Donc, tu peux gagner selon tes propres manières de comprendre le monde et tes propres objectifs. Anti-autoritaire, si tu es honnête, tu ne le seras jamais assez. Tu seras toujours confronté à tes limites. De ce point de vue, on sera toujours perdant-es. En même temps, comment pourraient-on réellement prétendre appliquer pleinement les idéaux prétendus par l'anti-autoritarisme, quand on charrie nécessairement plein de structures qui nous dépasse et pétrissent nos espaces et nos réflexes?

Je ne crois donc pas qu'il y ait de « mouvements anti-autoritaires » purs. Y compris des luttes concrètement libératrices comme l'ont été la lutte contre l'esclavage, les luttes anti-coloniales, etc., qui sont généralement porteuses d'améliorations concrètes des conditions d'existence de tout un tas de personnes. La Commune par exemple n'a pas été exempte non plus de prise de pouvoir bureaucratique, comme la commission de police politique de Raoul Rigault pour exemple notable. On peut partir du cas du Mouvement de libération des femmes, qu'on peut critiquer parce qu'elles ont laissé de côté les lesbiennes ou les personnes racisées. N'empêche, on a une assise sur les droits procréatifs qu'on est content-es d'avoir.

J'en conclus qu'il faut faire le double mouvement, en même temps, d'avoir des cadres éthiques archi-forts et à visée révolutionnaire, et admettre qu'on courra toujours derrière. Il faut réussir à trouver la formule pour ne pas être frustrés de ça et ni blasés pour continuer.

Peut-être qu'on ne sera jamais à la hauteur de nos idéaux. Du coup, la frontière entre autoritaire et anti-autoritaire n'est pas si claire.

Je chercherai plutôt à construire une définition collective de l'émancipation. Je trouve que c'est un mot plus juste, et moins fusionnel du concept d'autoritarisme dans les luttes.

Condamné-es à perdre, mais ce n'est pas grave

Ce qui caractérise quand même la volonté anti-autoritaire, c'est l'idéal révolutionnaire. C'est-à-dire chasser les groupes dominants au pouvoir, mais pas pour remettre une élite derrière. Rester dans l'optique de dissoudre toutes les structures sociales et institutions qu'on a identifiées comme étant néfastes au libre développement des individus et des communautés. Ces systèmes étant imbriqués dans nos psychés et dans nos manières de faire depuis un certain bout de temps, nécessairement cet objectif dépasse les vies humaines.

En conséquence, si on place la victoire à cet endroit-là, eh bien oui, on est condamné à perdre ! Mais ce n'est pas grave, parce que c'est la preuve qu'on a au moins la volonté d'aller jusqu'au bout. Et je pense qu'il faut assumer ça parce que c'est faire acte d'humilité.

L'humilité, c'est se replacer dans le temps

Dire qu'on évolue dans un mouvement anti-autoritaire et croire qu'il suffit de le décréter pour que les trois outils sortis du chapeau, qui ont vingt ans ou dix ans d'expérience, permettent d'éliminer tous ces méga-monstres et méga-machines qu'on affronte ! Et ben, c'est vachement prétentieux. A mon sens, pour s'organiser et pour tenir mentalement, l'humilité est nécessaire.

Ça signifie se replacer dans le temps. Accepter certaines formes de limites et que tous ces fardeaux, les prochain-es les reprendront, mais en faisant tout pour qu'ils soient allégés.

Comprendre d'où ils nous viennent, et d'être fier-es, d'être en position de les reprendre de nos aîné-es dont pour la plupart on ne connaît pas le nom.

Dans cet exercice d'humilité, il faut accepter une certaine corruption, à mon sens, qui serait savoir décréter des victoires sur des séquences particulières tout en sachant que ce n'est pas suffisant. Sans se gargariser, ni embellir ou rendre sacrées ces portions comme sont susceptibles de le faire des mouvements dits plutôt autoritaires.

En d'autres termes, toujours mettre nos luttes dans une continuité, comme quelque chose qu'on doit à l'engagement invisible des gentes du passé et du présent, et qui seront encore à remodeler par les prochain-es à venir.

La projection d'une société idéale ne sera pas celle qu'on imagine

Les mouvements anti-autoritaires ne sont-ils pas caractérisés par l'impossibilité de passer par des grilles de définition ? Est-ce que l'humilité dont tu parles, ce n'est pas aussi une forme d'acceptation d'un flou, d'une impossibilité de modéliser l'anti-autoritarisme ?

Ce flou-là, ça me fait penser aux utopies et à ce que serait une projection idéale de la société, depuis un angle libertaire. Eh bien, j'ai peur que cela nécessite plein de cadres pour gérer, organiser cette liberté, ce qui, de fait, la rend caduque et contradictoire. Comment sortir d'une impasse comme le nucléaire, sans une forme d'expertise pour le mettre à l'arrêt et trouver une demi-solution à la question des déchets ? Comment reprendre la thune au bourgeois et destituer le système bancaire sans orga susceptible d'imposer ce type de décision ? Croire que la société idéale peut être comme on la voudrait, eh bien, ça nécessiterait des super-structures et des super-formes d'organisation qui, au final, risqueraient bien de se heurter à des contradictions qui tueraient la liberté.

D'avoir des valeurs claires mais se dire qu'on va être confronté à des millions de personnes dans des circonstances et des agendas sur lesquels personne n'aura prise. On peut juste essayer de s'imprégner de ce qui existe et d'y participer pleinement.

Quel parallèle y a-t-il entre les espaces anti-autoritaires et ceux autoritaires. Faut-il y participer ?

Est-ce qu'il faut être dans les organisations autoritaires pour essayer d'y introduire des fonctionnements qui soient plus émancipateurs ou, au contraire, essayer de s'y opposer de l'extérieur avec, évidemment, la menace de retomber dans les mêmes modes d'action que les autoritaires pour les contrer ? Est-ce que, pour essayer de contourner ces difficultés, il n'y aurait pas la nécessité d'adopter une autre

grille de lecture et quitter le terrain idéologique pour choisir des explications sociologiques ?

Essayer de trouver une autre forme de pensée, en termes de structuration sociale, en termes de classes au sein de nos espaces, tu veux dire ?

Il y en a qui ont déjà essayé à plusieurs endroits, et il y a souvent des mélanges conceptuels entre l'héritage marxiste des classes sociales (ta place dans le processus de production, en rapport à l'économie etc.) et des formes de classifications qui seraient peut-être plus *ad hoc* parce que situées dans un espace-temps comme la ZAD, par exemple, avec les histoires d'intermédiaires qui ont pacifier les conflits. C'est peut-être nécessaire mais ça m'emmène tout de suite aux potentiels outils pour faire face à cela, qui me semble pragmatiquement plus abordables.

De potentiels outils

Quels seraient, selon toi, « de potentiels outils » ?

C'est vraiment la question des pratiques à mettre en place, qui seront toujours situées et insuffisantes, qui m'intéresse. On y va et tant pis si on se plante, on apprendra et perfectionnera au fur et à mesure des expériences et des critiques

Malheureusement ou pas, des fois je pense que c'est un peu ramener les choses aux individu-es et à leurs trajectoires, au risque que cette introspection prenne un tour nombriliste si on n'y prend garde (?).

Mais identifier nos parcours et nos transactions cachées peut permettre à mon sens de révéler nos antagonismes au plus tôt, pour voir quelles portions du chemin pourra-t-on vraiment faire ensemble, dans une relative unité.

Ce pourrait être une liste de questions qu'on pourrait se poser pour se situer dans un moment très éphémère ou dans un groupe, pour savoir : qu'en est-il de nos valeurs et objectifs à différents termes ? Sommes nous raccords, ou bien finira-t-on par diverger assez vite, en cas de confrontation avec la justice, ou bien si la question des interactions avec les autorités publiques se pose, par exemple.

Parallèlement, il existe un certain nombre de pratiques pour visibiliser nos fonctionnements et qui peuvent amener à plus d'entraide et d'accommodation pour gagner en force collective. Cela peut reposer sur certaines questions tels que : qui porte la charge mentale de ceci ? Pour quelles raisons ? Est-ce un poids ou un choix ? Comment rééquilibrer les tâches ? Qui est tout le temps présent et qui ne l'est pas, pour quelles raisons ?

Tout ce travail d'autogestion peut permettre de taper dans le mille à l'échelle individuelle et collective.

Condamné-es à être autoritaires, dans l'urgence ?

Je pense aussi à d'autres moments, à des manifs sauvages, par exemple. On se dit plutôt autonomes vis à vis des partis et du système politique en place, et donc aussi en faisant nôtres d'autres formes d'action et de décision, en prétendant avoir une visée émancipatrice.

Et pourtant on se retrouve dans certains cas de tensions plus ou moins hautes, à n'avoir qu'une minorité d'entre nous qui ont le savoir et la capacité momentanée de réunir leur cerveau et d'assumer une décision.

Et bien je pense que ce genre de moment mérite d'être réfléchi à plat, et en amont. Deux pistes peuvent être d'élaborer une prise de décision qui ne soit pas sous la forme d'ag plénière ultra rapide, ou tous les complexes liés à la prise de parole et à l'initiative se montrent présents. Ce pourrait être de discuter d'abord en petits groupes, par exemple.

Ou bien d'assumer à des moments, qu'on n'est pas dans des rapports égalitaires à 100 % en raison de nos capacités momentanées et contextuelles, et que, de manière délimitée et choisie, délimitée dans le temps et choisie en amont, on

puisse déléguer au sens d'un mandat à des gens en qui on place une certaine confiance le fait d'aller proposer des options.

Peut être que ces idées sont trop limitées, bureaucratiques ou autres, d'accord, ça n'empêche qu'en assumant la problématique et en y réfléchissant à plusieurs en amont, je crois qu'on trouverai des meilleurs pistes, et que cela vaudrait mieux que le statu quo ou bien que d'en rester à se dire que la question valide qu'il n'y a pas d'effet de foule, que tout le monde est apte et autonome en toute circonstance.

Il faut se forger des outils, ou bien aller frapper à la porte d'autres traditions de luttes. Sinon, ça amène par exemple à aller à la tape pour la tape sans objectif stratégique derrière. Et ne pas être capables de faire machine arrière pour protéger les siens.

En fait, rejeter tout ce qui est de l'ordre de l'organisation sous les termes de « discipline », « parti », « hiérarchie », ne laisserait pas aux seuls autoritaires des outils qui, en fait, ne sont pas QUE dégueulasses tout le temps ?

Les autoritaires ont peut-être essentialisé des principes en en faisant un truc dégueulasse. Et certains, on va leur laisser parce qu'effectivement, il n'y a rien à en faire tel que la forme-parti, par exemple. Et peut-être qu'il y a autres choses qu'on doit se réapproprier en se faisant confiance dans le fait de ne pas devenir comme eux... Peut-être qu'on surfe avec des trucs plus limites que ce qu'on voudrait des fois, mais c'est temporaire. Et puis de toute façon, on va les mettre en débat. C'est en débat depuis 15 000 ans et ça sera en débat peut-être dans 15 000 ans encore !

La mixité choisie et la non-mixité

Il y a un moment donné où il va falloir assumer le fait que ces propositions vont rencontrer des oppositions et qu'il va y avoir finalement une lutte. On va être obligé de se poser la question de savoir quels sont les outils qui risquent de l'emporter et de s'imposer. Donc, quelle force sociale ces outils recèlent pour être appropriés et éventuellement modifiés par les personnes concernées ?

Se poser des questions comme : « quelles résistances ça va créer, venant de quels groupes ? », c'est de l'anticipation. Ça veut dire avoir une vision aiguillée avec certains concepts, notamment ceux de classes sociales, ou ceux forgés par le féminisme, à long terme. Et pour moi, ça s'appelle de la pensée stratégique. Et c'est pour ça que je ne pense pas que la stratégie soit l'apanage des dominant-es. Je pense que c'est une capacité.

Je n'ai pas forcément les exemples historiques en tête, mais des stratégies ont été mises en place à plein de moments par des groupes dit subalternes et qui ont marché momentanément. A long terme, ça marche. Par exemple, la mixité choisie. Je pense, qu'il y a dix ans, c'était plus la croix et la bannière pour réussir à la mettre en place. Je ne dis pas que c'est naturel encore maintenant ! Mais j'ai l'impression qu'il y a quand même plus de portes ouvertes. Ça a été un combat, qui est en train, j'espère, d'être gagné.

C'est un terme qu'on avait entendu sur la Zad en 2018, jour de la fête dite de la « victoire », où il y a eu un rassemblement en off des « perdant-es de la lutte ». C'était un stand qui s'était intitulé comme ça. Et il y avait des personnes qui disaient : « il faut effectivement qu'on mette en place des modes de réunion en non-mixité de domination ». C'est-à-dire sans les bureaucrates officiel-les identifié-es mais aussi sans nombre de personnes « les intermédiaires », qui étaient là, entre les deux, à essayer de pacifier les conflits. Ils et elles avaient un rôle intégrateur.

Je pense qu'en utilisant ces termes-là, on fait peut-être un « pas de côté » par rapport aux débats en termes autoritaires et anti-autoritaires. On rentre plus dans les caractéristiques sociales et dans les fonctions, les rôles. Et la manière dont ces éléments interviennent réellement dans les luttes.

Comment et pourquoi les Soulèvements de la terre prennent-ils une telle ampleur ?



Un mouvement qui vient bousculer l'habitude ? Redéfinir les formes du mouvement social ?

Évidemment ça n'est pas nommé comme ça : « *venez rejoindre un processus autoritaire* ». Mais plutôt : « *rejoignez le mouvement qui va s'attaquer à ceux qui nous empêchent de nous reprendre en main.* » Avec en ligne de mire une autre idée de l'agriculture, ou des installations de petites structures agricoles.

Avec l'image des choses qui « *émergent* », comme si ça surgissait de la masse.

C'est un peu leur fond de commerce : parler de belles histoires, de réussites, avec la joie, la fête... C'est un peu le modèle de l'entreprise, celui de la réussite.

C'est un récit qui fait autorité et qui s'ancre dans l'époque, au-delà des luttes. Si une entreprise marche, c'est que la concurrence tourne en sa faveur. Est-ce que ce n'est pas pareil avec les luttes ?

Il y a ce délire de nouveau monde, comme dans l'entreprise, où il ne faut plus en chier au travail, enfin sauf si tu es un prolo, là faut que tu ailles en chier, mais si tu es un CSP+, tu as le droit de ne plus en chier au travail. J'ai l'impression qu'ils nous vendent ça aussi dans la lutte ; pourquoi on devrait en chier, pourquoi ce serait triste, pourquoi ce serait sérieux ?

Mais ce n'est pas parce qu'il y a un calcul que ça produit les résultats attendus. Après, c'est vrai, qu'ils tentent des trucs et parfois du monde s'agrange derrière eux.

Ça a l'air de marcher à la tentative. Tu lances un appel à se réunir le même jour dans plein d'endroits différents, contre les entreprises toxiques. Puis tu fais le bilan après. Si tu es dans l'état-major, si tu es stratège, tu regardes ce qui a marché ou pas.

Il y a d'autres endroits où les SLT se téléportent, et arrivent avec un kit de lutte, préconçu en amont. Ce qui permet aux gens qui n'ont que peu de temps pour construire des espaces pour exprimer et diffuser leur colère de pouvoir quand même le faire. Aux SLT, l'espace est prêt, il n'y a plus qu'à l'investir.

De plus, comme les oppositions aux réformes sont décevantes, que les défaites face aux gouvernements se multiplient, le côté pêchu d'une action directe des SLT., ça donne peut-être plus envie. Ils profitent peut-être de notre désespoir, de la dispersion générale. D'autant plus que nous sommes isolé-es et égaré-es face aux attaques quotidiennes. On ne sait comment s'y prendre, comment résister.

Par ailleurs, il faut reconnaître que certains savent faire des synthèses rapides des thèmes potentiels mobilisateurs en fonction de l'actualité. Dans le domaine de l'écologie, il est clair que des gens, des groupes se bougent, XR et d'autres... et aux SLT, ils savent que c'est porteur.

Leur force c'est aussi d'être capables d'adapter leur discours à plusieurs publics. Un discours pour les plus jeunes ou les plus motivé-es, notamment pour l'action directe, et un autre discours vis-à-vis des paysan-nés de gauche, des gens à la campagne et aussi pour les urbains.

De la composition

Les SLT ont une double face ; non seulement ils mobilisent pour l'action directe, mais ils ont aussi une autre face institutionnelle, qui sert de bouclier. « *Non, on n'est pas un groupuscule, on n'est pas des radicaux, on plus ouvert que ça.* » Ce qui a l'air vrai en apparence, mais dans les faits se servir de structures de gauche comme font les SLT, c'est aller à l'encontre des logiques d'auto-organisation où on s'y prend par nous-mêmes, pour nous-mêmes, où on ne vise pas forcément quelque chose de massif, on verra où ça mène, pourquoi pas si c'est massif au final.

Là, ce qui est visé directement, c'est de faire masse, de faire nombre. Et pour ça, ils n'ont pas peur de se réunir en scrutant la carte des orgas, en voyant qui se mobilise pour l'écologie. « *Allez, les syndicats de gauche, les Verts, Attac* », de repérer les réseaux médiatiques, éditoriaux, et de montrer qu'il y a une certaine radicalité. Donc ils font appel aux réseaux anars, autonomes, féministes, etc.

C'est en ça que c'est bien huilé ; il y aura toujours une place pour toi, que tu sois réformiste, radical-e, ou quelqu'un-e qui vient lutter de temps en temps le week-end. En gros, ils nous disent ; « *venez comme vous êtes, on vous trouvera une place* ».

Une lumière dans l'obscurité de l'époque ?

Pourquoi ça nous agrège comme ça ? Parce que ce sont des techniques hégémoniques ?

- Ils répondent à la sensation de ne pas avoir prise, ils proposent de l'agitation. Face au rouleau compresseur de l'époque. Ça offre une consolation, un appel à se mobiliser pour plein de personnes isolées.

- Non, pas seulement. C'est surtout parce que c'est efficace. Et on est plein de collectifs à vouloir faire des trucs, et que ça porte. Peu importe la

nature des trucs qu'on a envie de faire. Mais la recherche d'efficacité, ça compte.

La question des leaders

- Quand tu parles de l'aura, est-ce que tu parles des leaders, porte-paroles, qui affichent leur gueule dans les médias ?

- Un des porte-paroles passe en interview sur un quotidien et répond à la question de savoir si les SLT sont vraiment une organisation horizontale. Et celui-ci, sans se démonter : « *on est un mouvement et il n'y a personne qui commande* ». Ils le tiennent très fort ce discours ; on ne peut pas dissoudre un soulèvement.

- Donc, quand on critique une possible hiérarchie des SLT, on est direct du côté de ceux qui les attaquent, presque du côté de ceux qui veulent les dissoudre.

- Je pense à la présentation des SLT à Rostrenen puis à Lorient. C'était il y a deux ans, dans un local associatif et dans une librairie. Il se passe la même chose à chaque fois : on a des personnes qui présentent les SLT en diffusant des vidéos des actions à Ste-Soline. C'est une vidéo très rythmée, à destination des jeunes surtout. On y voit ou entend des figures médiatiques des SLT mais ils ne sont pas présents sur place, pour la présentation. Ça veut dire qu'il y a des relais localement. Ça marche comme ça. Je ne sais si ces relais ont aussi une aura.

Une assise bâtie sur la « victoire » à Notre-Dame des Landes

- Ce n'est pas affiché publiquement qu'ils viennent de NDDL. Ni sur leur site, ni dans leurs communiqués ?

- Ce qui fait figure d'autorité dans ce cadre-là c'est « la victoire à NDDL ». C'est important d'en être, de venir d'un endroit synonyme de victoire. Ou comme, à Rostrenen, ils avaient parlé du Larzac comme référence.

- En amont de la création des SLT, quand ils invitent assez largement plein de collectifs à la ZAD, ils montrent qu'ils reçoivent dans ce fief qui a été acquis de haute lutte, « *au prix de notre sang et de nos larmes* ». Ils jouent avec l'idée que ce lieu n'appartient pas à l'État, c'est un lieu de victoire. À NDDL, la victoire est matérialisée, donc possible.

S'appuyer sur des luttes locales

- D'après ce que j'ai vu et entendu, ils font la tournée des luttes locales. Ils vont voir en personne les gens qui luttent et ils observent par eux-mêmes qui pourrait être potentiellement source de mobilisation pour les SLT. Et si ça ne mobilise pas, ça peut quand même être source d'affiliation au réseau.

- Ce n'est pas forcément qu'il y a concurrence entre les luttes mais les SLT ont quand même tenté des trucs à différents endroits, en Ile-et-Vilaine, près de Pontivy contre les OGM, dans le Sud, autour de Paris, etc. Ces mobilisations ont été estampillées Soulèvement de la terre et ont foiré, dans le sens où il n'y a pas eu de suite.

Langage et communication

- Notamment avec les événements de Sainte Soline, ça fait plein feux sur cette manière de faire. Sur ces éléments de langage : *désarmement*, *dissolution*, ce sont des mots qui rentrent dans le langage commun, dans les têtes. La culture à ce truc-là est en train de se faire. Ça infuse dans nos milieux. C'est pour ça que c'est compliqué de se dire qu'on veut faire à-côté ou sans parce qu'on est pris dedans. À partir du moment où tu luttas ensemble, même avec des gens avec qui tu n'es pas d'accord politiquement, il y a ce truc de culture commune qui se fait quand même. Ce qui est l'autre devient toi et toi deviens un peu l'autre.

- Peut-être que les SLT prennent de l'ampleur, réussissent à mobiliser car ils ont les moyens, que ce soit pour communiquer largement sur les événements qu'ils organisent, et pour communiquer après, peu importe comment ça se déroule. Si c'est positif ou négatif ou autre. Que l'objectif soit atteint ou qu'il y ait une forte répression. Que l'action contre le projet ait abouti on s'en vantera très fort, mais si la répression frappe fort, on communiquera d'autant plus fort. Comme dans le docu de *Reporterre*¹. Pour susciter l'émotion avec la répression. C'est logique puisque la violence émeut. Ça marche aussi comme ça, peu importe ce qui se passe, ils tentent de récupérer en leur faveur la bataille de la communication. D'un certain point de vue stratégique, ça doit se tenir.

- Ça fait comme s'il y avait toute une machine de communication préparée à l'avance. Ils anticipent avec une telle force, un tel niveau de diffusion qu'on est paumé-es. Avant l'événement, pendant et surtout après. Avec une anticipation de plusieurs scénarios. Avec un tel niveau de diffusion, dans les médias alternatifs et dominants, qu'on est perdus parce qu'on a pas une telle vision, même à court terme.

- Un mode de fonctionnement : avec ces vidéos clip, assez alléchantes. La façon de présenter. Là où ils vont, limite, ils déroulent la petite table et déplient le stand. Il y a les éléments de langage.

C'est ce que j'ai pu constater à Rostrenen ou à Lorient ; ils savent adapter leur discours avec les relais locaux selon le public présent et mobilisable. On peut parler de reprise de terre, d'installation, de défense de l'eau, etc.

- Même après Sainte Soline, où les SLT ne pouvaient pas faire autrement que de faire face à la critique, ils ont su désigner l'État comme unique responsable de la répression en passant dans les médias dominants, ou alternatifs.

1 <https://reporterre.net/Sainte-Soline-autopsie-d-un-carnage-le-film-en-acces-libre>



Où il est question de vocabulaire...

Dans la critique, on utilise souvent un certain nombre de mots, sans expliciter ce que l'on entend derrière cette utilisation. Au cours des entretiens, quelques personnes se risquent à tenter des définitions... Celles-ci amènent à des discussions et sont susceptibles de ne pas faire consensus...

À propos des termes « stratégie » et « tactique » :

C'est une des questions qu'on peut se poser : est-ce qu'on utilise un vocabulaire adéquat pour formuler les questions de manière pertinente et aussi tenter d'apporter des réponses, pour ne pas rester dans l'interrogation qui peut être à la limite paralysante ?

Je relie le terme de « stratégie » à un projet politique spécifique : c'est-à-dire former et déployer une lutte sur un terrain, sur un espace donné avec des groupes sociaux alliés afin de tenter de faire triompher un certain nombre d'intérêts spécifiques.

Tactique, pour moi, a un sens plus restreint que stratégie. Comment, avec moins de capacités et de ressources pour planifier à long terme, par non-volonté d'unifier aussi peut-être, les subalternes pourraient-ils réagir à la stratégie des dominant-es pour tirer leur épingle du jeu ?

Il peut donc y avoir d'autres formes de projets politiques spécifiques, du fait notamment d'une différence de rapport au temps (anticiper à une plus ou moins grande échéance), cela revient, pour reprendre ce terme, à de la tactique.

À propos du terme « dominant-e » :

Les « dominant-es » ? Il y aurait deux catégories. Il y a celles et ceux qui, dans un espace social, un État pour aller vite, sont en position actuelle de dominer dans tous les sens du terme : matériellement, mais aussi au niveau des idées, des actions, qui ont la main, comme on dit. Et les prétendant-es à la domination qui entendent combattre celles et ceux qui sont assis-ses sur le trône, pour dire vite, et (suivant les versions évidemment) supprimer les dominations, en atténuer les effets, ou, plus pragmatiquement, s'asseoir sur le trône une fois qu'ils et elles auront viré l'usurpateur.

À propos de l'autoritarisme :

C'est un grand mot. Qui renvoie aux parents, aux profs, aux rapports adultes/enfants, aux éducateurs, aux patrons, aux dirigeants...

Ça renvoie à ceux et celles qui sont au-dessus de toi parce qu'ils décident à ta place et même s'ils ne paraissent pas au-dessus de toi, ce sont ces personnes qui maîtrisent les clés de la décision à ta place.

C'est là que je trouve le mot autoritaire un peu biaisé, dans le sens où, de loin, en ne s'attachant pas aux détails, ce pays ne paraît pas si autoritaire mais plutôt démocratique, dans le sens où on est selon les textes en démocratie. On peut encore imprimer ce qu'on veut, ou presque, il y a encore

des marges même si elles se rétrécissent.

Certains pourraient donc penser que le mot est un peu fort, que la critique des autoritaires est un délire d'anti-autoritaires, qui refusent de s'organiser, qui refusent la rigueur collective.

Ce qui rend compliqué la critique anti-autoritaire, c'est que l'autoritarisme peut se dérouler de façon harmonieuse, en effaçant tranquillement les différences de moyens, d'objectifs, etc. Avec des techniques de séduction, avec de l'attrait pour des événements à sensation, à action. Ça fait penser à l'image de la tape dans le dos du patron à l'ouvrier qui semble lui dire : « on est pote, on est de la même classe ».

Voilà pourquoi c'est tronqué : derrière le mot autoritaire, beaucoup imaginent des régimes politiques lointains, qui n'ont pas lieu ici alors qu'en fait ça ne concerne pas que des régimes et que ça peut se dérouler de façon très lisse. Par des mots aguicheurs. Comme quoi, les mots, ça peut renvoyer à des images lointaines, qui n'ont pas cours devant nous.

Le terme de « mouvement anti-autoritaire », moi je ne le trouve pas trop adéquat. Parce que c'est comme s'il y avait une identité commune derrière. Or, pour moi, ce n'est pas le cas. C'est un ensemble de pratiques et de volontés, qui peuvent sûrement être contradictoires à certains moments, sûrement créer des normes sans le dire aussi, qui peuvent être à l'inverse des intérêts affichés.

Ce qui caractérise quand même, pour moi, le mouvement anti- autoritaire, c'est l'idéal révolutionnaire. C'est-à-dire chasser les groupes dominants au pouvoir mais pas pour derrière remettre une élite. Mais pour dissoudre toutes les structures qu'on a identifiées.

Ils nous ont confisqué notre colère

Témoignage sur Sainte Soline
avril 2024

J'ai participé à un comité de soutien local à la ZAD de Notre Dame des Landes et dans ce cadre, je suis allée sur la ZAD à l'occasion de grands événements. Et le 25 mars 2023, je suis allée à Sainte Soline. Ma position est un peu biaisée parce que j'ai des informations par ailleurs, que d'autres n'ont pas eu. Parfois, on me demande sur quoi reposent mes positions. Je dis que j'ai rencontré des gens qui ont refusé de faire partie du monde dont on ne voulait plus et qu'on a 'jartés' [de la ZAD]. Je n'aurais pas eu le même regard, ni la même analyse sans ces rencontres. Parce qu'on n'avait, comme tout le monde, que ZAD Nadir comme source d'information.

A l'origine était la ZAD...

Il y avait des objectifs différents. C'était « *et son monde* » qui me paraissait important. Mais tout le monde semblait ne s'accrocher qu'à « *plus d'aéroport* ». Ce sont ces rencontres qui m'ont interrogée. Je me suis dit : il y a quand même de sacrées luttes sur des valeurs qui ne sont pas les mêmes, déjà. Et même en allant aux grands événements sur NDDL, c'était bien défini. Il y avait l'ACIPA, chaque camp était dans son coin. Tu ne sentais pas quelque chose d'uni. Ce sont déjà des interrogations en soi.

Il y avait ce qu'on pouvait lire. Et puis sur place, tu voyais bien que les discours n'étaient pas les mêmes. Et aussi, les valeurs défendues n'étaient pas forcément partagées. L'ACIPA prenait beaucoup d'espace, mais je sentais que c'était creux. Ma lutte, ce n'était pas la leur, clairement. J'ai cherché quelque chose qui ressemblait plus à ce que je souhaitais, moi, comme utopie. Et c'est là que je me suis rendue compte que c'était un kaléidoscope, que ce n'était pas monolithe.

Et je suis très sensible aux détails. Du style à l'entrée, le racket ! Tu entrais, il y avait une caravane, tu donnais ce que tu voulais. Mais tu sentais qu'il fallait lâcher du fric. Pour la lutte. Oui, mais pour qui ? Est-ce que ce sera redistribué ? « *Oui, évidemment* » qu'on m'a dit, « *ce sera redistribué* ». Et moi, naïvement, j'ai cru que ce serait redistribué au prorata. Évidemment, ce n'était pas vrai. Ce type de détail-là, pour moi, c'est très important. Si tu peux truander les gens là-dessus, c'est que tu es dans le système. Mais avec les copains [du comité local de soutien], ce n'était jamais des questions qu'on arrivait à débattre. Je me sentais un peu seule dans cette manière de réfléchir.

Pour les copains d'ici, leur réflexion ne s'est pas affinée. Pour eux, Notre Dame, c'est une grande victoire. Mais non, ce n'est pas une victoire. Variation sur un thème connu : on te lâche un truc, on te fait croire que tu as gagné un truc, et puis... C'est évident qu'il y avait des tractations et que Vinci n'est jamais perdant nulle part. Je ne sais pas comment dire autrement. Là ou ailleurs, ce n'est pas un aéroport qui fait la différence.

Je ne sais pas comment le formuler. Ce qui était important, c'est que ces utopies puissent vivre quelque part. Ces utopies ne mettaient pas en péril le système. Et le fait qu'on veuille éradiquer ce rien du tout, cette pauvre illusion, c'était ça qui était déterminant. Ne pas laisser vivre ce genre de truc, c'est ne pas donner l'idée qu'on puisse vivre autrement.

Il y a eu des terres agricoles sauvées de l'artificialisation. Le bocage a été préservé. Ils en ont pris soin. Maintenant, ils sont là pour les protéger des cumulards et de la grosse industrie.

Ça c'est une arnaque, et je la trouve pas mal. Cette propagande a marché du tonnerre. Mais le foncier est préservé, pour quoi ? Qui a accès à ça ? Cela me paraît tellement évident. J'ai l'impression d'être toute seule à voir ça. Et je suis entourée de gens qui réfléchissent... Je ne comprends pas ce qui ne va pas. Tout le monde reste sur ses positions. Notre Dame est une victoire.

Si c'est dans le cadre capitaliste, on va certainement leur donner des miettes. Il y a quand même toutes ces utopies qui ont disparu. Pour moi, c'est ce qui était moteur. Mais la réponse des copains, c'est des « dégâts collatéraux », dans toutes les luttes, il y a des perdants. Dans un monde capitaliste, cela se comprend : tu ne peux pas vivre dans le non marchand. C'est ce que des copains bien intentionnés me vendent.

Je voulais simplement témoigner, voir de là où je me trouvais ce qui se passait. Avec le temps, j'ai appris que même le regard est confisqué ; ce qui s'est avéré. Tout est déformé par les médias, quels qu'ils soient. Je voulais me faire ma propre opinion. Et rencontrer des gens pour voir pourquoi ils y étaient, eux. Tu sentais des gens qui avaient des convictions, qui n'étaient pas là pour faire du fric et qui étaient prêts à risquer gros. Pas se faire confisquer leur colère par des gens qui étaient moins idéalistes.

C'est cette impression de s'être fait menés en cornadis vers là où on voulait qu'on aille. De là où on était, on avait des indications qu'il fallait suivre. On est parti-es la fleur au fusil. Il y avait à côté des gens plus avertis, mieux organisés. Nous, on avait une colère à poser quelque part. Et on s'était dit : pourquoi pas là ?

La confiscation ? Tu ne pouvais pas aller là où tu voulais. Bon, 30 000 personnes, il faut que ce soit un minimum organisé, je comprends. Au départ, c'était bien organisé, même si on s'est retrouvées là où on était par hasard, dans un groupe, celui qui ne s'est pas fait gazé, d'ailleurs. Tout était paramétré. Le troisième groupe qui nous suivait a pris une autre route. Ils ont pris des gaz alors qu'ils étaient encore loin de la bassine. On sentait que c'était très organisé.



Il y avait des indications au mégaphone. Je ne sais pas qui les tenait : *« Il faut rester groupé-es. On va faire un cordon autour de la bassine ! »* Je n'avais pas envie de faire un cordon autour de la bassine. Je m'étais dit que je ne prendrais pas de risque, je n'étais pas venue pour ça.

On n'envoie pas les gens au feu : *« il faut aller là-bas »*. Il y a des lacrymos. Tu vois bien qu'il y a une force armée incroyable. Tu vois qu'elle n'est pas là qu'en dissuasion. Très rapidement cela a commencé à péter, on n'était pas encore sur les lieux. Je veux bien qu'on parle de martyrs, mais pourquoi ce n'est pas ceux qui disent d'y aller qui s'y collent ?

C'est aussi ça qui me fait dire qu'il y a eu 'confiscation d'idéal'. Il y avait des médecins, qui avaient pris fait et cause pour la cause. Ils ne sont pas venus pour cette violence. On a chipé leur idéal, parce que je ne pense pas qu'ils s'attendaient, eux non plus, à ça. Quand un jeune est arrivé avec ses parents, ils ont demandé à une médecin si elle ne pouvait pas s'occuper de lui parce qu'il avait pris un morceau de métal dans la jambe. La médecin a répondu : *« je suis désolée, là, on est sur des urgences vitales, on ne peut pas s'occuper de lui »*. Et tu sentais qu'elle ne prenait pas ça par-dessus la jambe. Elle n'était pas venue pour ça, la médecin. Et il n'y a pas que cet exemple. Celui-là est poignant.

Mais ce qui m'emmerde, c'est les gens qui sont venus avec une vraie colère, et qui ne veulent plus de ce monde-là et qui se font chipé leurs idéaux par quelques-uns, qui ne font que de la retape, du marketing, et qui vont recommencer derrière. C'est ça qui me fait dire qu'il y a quelque chose de tordu, quelque chose de pourri.

Quand j'ai entendu les quads arriver, j'ai eu les boules. On ne les a jamais vus, on était trop petites dans la foule. Je me suis dit qu'il allait y avoir des mouvements de foule, des piétinements. Tu sentais que ça commençait à vaciller. Normal. On ne savait pas d'où ça venait. J'aurais voulu anticiper, ne pas faire comme les autres. Mais on était à des kilomètres dans le grand n'importe quoi. Tout était fixé, de toute manière. Soit on continuait jusqu'au bout en étant 'protégé-es' par la foule, parce qu'aux endroits clés, il y avait les gendarmes qui attendaient. En plus, il y avait l'hélicoptère. A ce moment-là, je ne marchais pas bien et pas vite. Je me suis dit : là, ça va mal. On n'en mène pas large en tout cas.

Il y a eu un moment de blanc. Cela pétait de partout. Je me suis dit : qu'est-ce qu'on fout là ? Je ne vais pas rester là jusqu'au soir. Je n'attendais pas un ordre pour me replier. J'ai cherché ma binôme, j'ai mis du temps à la retrouver. Je n'avais pas de portable, je ne pouvais joindre personne. C'est là que sont arrivés les mégaphones en nous disant : *« ce n'est pas fini, restez groupés. On va se replier, mais pas directement. »* On ne pouvait pas faire autrement que de suivre.



On a attendu, on ne sait pas quoi. On a attendu au moins une heure ou deux. C'est long. Qu'est-ce qu'on attendait ? Est-ce qu'il fallait continuer à filmer pour leur com' ? Il y a eu des groupes de musique qui ont chanté des chansons. Cela fait passer le temps. On était nassé-es, de dedans et de l'extérieur. Mais je ne me sentais pas forcément protégée par le groupe. Tu sais bien que dès qu'il y a un mouvement de foule... j'étais en hyper vigilance, et je ne savais pas d'où ça pouvait venir. Mais je sentais que c'était mal barré.

Ça peut passer pour de l'organisation, les mégaphones. Mais par qui ils sont tenus ? Je peux tout à fait comprendre qu'il faut organiser pour protéger. Mais de là à devenir un outil dans une organisation pour un but

précis, j'ai du mal avec ça. Mais c'est une analyse que j'ai eu dans un second temps. Dans un premier temps, j'ai eu l'impression d'être protégée par ça.

C'était quand la fin ? On ne le savait pas. Mais pour nous, ça s'est bien terminé. On a fini par partir, tous ensemble, dans une direction, je n'ai pas su sur le coup laquelle. On a suivi le gros de la troupe, dans un sens qui allait loin de la bassine. On marchait à travers champs, sans plus suivre les chemins goudronnés. Je suppose que c'était Melles. Parce qu'on y est arrivé-es, rincé-es. 7 km...

Mais on ne sait pas qui a donné l'ordre de départ. Apparemment, les gens savaient où ils allaient. Je n'ai pas vu les gens qui fonctionnaient avec les téléphones. C'était par mégaphone, dans le groupe où j'étais. Mais quand on est parti-es, il n'y a pas eu d'indication. Il y en avait eu pour encercler la bassine, faire « 1, 2, 3 soleil ». Mais pas là. Je suppose qu'il y en a eu, mais ce n'est pas arrivé jusqu'à moi.



Quant aux blessés, ils étaient toujours là. On avait demandé aux gens de ne pas rester sur les routes parce que les ambulances devaient arriver. Mais deux heures après, elles n'étaient pas arrivées. C'est cela le plus effrayant.

Après coup, je me dis que ce qui ne m'a pas plu, c'est plutôt de mon fait. De ne pas avoir été voir en amont... On a pris des risques inutiles, en fait. Tu fais gaffe quand tu vas dans un truc, si tu y vas...

Tu irais te renseigner où, si c'était à recommencer ?

Je ne sais pas. Je ne connais pas l'organisateur, ni de près, ni de loin. Encore moins aujourd'hui qu'hier. On a besoin de poser sa colère. Du coup, on est prêts à prendre des risques. A suivre des mots d'ordre et des discours. C'est de la connerie. Le libre arbitre... Tu vois bien, ce sont des moteurs qui marchent. On se fait embarquer par ce genre de truc, beaucoup d'émotionnel. « *Tous ensemble !* » pour se faire casser la gueule. Tu fais partie du groupe et tu te fais embarquer. Il faut faire attention à ça, c'est un truc qui marche à tous les coups : les mots d'ordre, l'effet de groupe, l'effet de meute.

Le retour était plus apaisé. Cela s'est passé calmement. On avait le sentiment de repartir après des choses faites. Je n'ai pas eu l'impression que les gens portaient sur un sentiment d'échec. L'objectif c'était ça : aller à la bassine, montrer qu'il y avait du monde et faire de la com'. J'ai essayé de discuter en repartant avec des jeunes. On était sur les mêmes colères.

Questions aux organisateurs des Soulèvements de la Terre

Des questions que j'aimerais poser aux organisateurs des Soulèvements de la Terre ? Quels étaient leurs objectifs réels ? Est-ce que c'est ça qu'ils voulaient ? Est-ce que cela valait de risquer la vie des gens ? Pour quoi, finalement ? Pour un sabotage qui aurait très bien pu se faire la nuit ? Évidemment que c'était une opération de com'. Sinon, cela ne se fait pas à 30 000 en plein jour. Quel est le but réel ? Quels sont les enjeux dans cette histoire-là ?



Tu as une réponse à ça ?

J'ai l'impression qu'on fédère sur une colère, mais pas pour les mêmes raisons. Il y a des intérêts divergents. Comme je le remarque dans pas mal de luttes, finalement. Parce que rien n'est monolithique. Certains peuvent s'en sortir mieux que d'autres.

Quelles sont les caractéristiques de ceux qui s'en sortent le mieux ?

Certains arrivent à transiger après, avec les institutions. Ce ne sont pas ceux qui veulent changer de paradigme. Visiblement, il y a des choses à gagner dans ces histoires-là. Et à perdre...

Quelles sont les caractéristiques de ceux qui vont perdre plus que d'autres ?

Les petits et les sans-grades, comme d'habitude. Ce n'est pas sûr que cela leur permette d'accéder plus facilement à la terre. J'ai l'impression qu'on nous berce d'illusions dans cette histoire-là, aussi. A qui profite le crime ? J'aime bien poser cette question-là. Et toutes ces 'goodies', toutes ces saletés, tous les à-côtés, c'est prix libre... vignettes, tee-shirts pour dire « *on était là* » qu'on vend (comme dans d'autres luttes). Moi j'aime bien savoir à quoi sert l'argent. Très bien, ça finance la lutte, mais quoi dans la lutte, et qui, pour quoi ? J'ai appris que

les chapiteaux avaient été fournis par des organisations dont la Conf'. Très bien. Donc l'argent récolté, et ça draine..., les gens qui ne peuvent pas venir, en compensation, ils filent des sous, cela doit faire des sommes assez conséquentes. Très bien, si ça va dans le sens où on veut. Mais on n'a pas de comptes, pas de transparence, pas d'indications par rapport à ça. C'est vraiment intéressant, cette opacité-là.

Il n'y a pas que là. Quand on faisait des trucs avec les syndicats : on faisait pleins de trucs, mais on n'avait jamais de retours de : vers qui cet argent est allé, combien, comment cela été décidé ? Parce que tu te rends compte que tu as fait l'idiot utile. Le fait même qu'on ne te dise pas ce qu'on en fait, ça doit nous poser question. Tu comptes pour quoi ? Tu es bien là, quand on a besoin de toi. Pour les décisions par contre, on n'a pas besoin de toi.

Ce serait chouette de savoir comment les décisions se prennent, comment ont été élus les décideurs, sur quels critères. Peut-être bien auto-proclamés ? Ce serait pas mal de savoir ça. Le fond du truc. Mais là : rien. Je ne suis pas forcément un bon support pour aller chercher l'info. Mais parmi les gens que je connais et qui s'y trouvaient, personne ne m'a renvoyé d'infos, malgré les questions que j'ai posées.

C'est comme dans les syndicats : tu vois que ce sont des pyramides de pouvoir.

Et l'horizontalité

Ça, c'est le discours. Je pense qu'on a cette naïveté de le croire. Est-ce que cela nous arrange ? Je n'en sais rien. Mais c'est effectivement à interroger. Ça se vend bien, actuellement. On entend partout parler de l'horizontalité. Je dis : « *bien, cela se présente comment ?* » Tu te rends compte que l'horizontalité, ça forme un triangle. « *Mais on va y arriver !* » me répond-on. Je dis : « *ouais...* »

Une autre question que j'aimerais poser, c'est sur leur responsabilité. Elle n'est pas du tout interrogée. Et moi, je me demande comment ils peuvent se dédouaner de ça. Poser cette question et n'avoir pas de réponse, c'est une réponse, aussi. Et qu'est-ce qui va se passer au prochain rassemblement ? Cela va profiter aux mêmes.

Est-ce que tu as des choses à dire aux gens qui vont aller à Sainte Soline, cet été ?

Quand je discute avec des gens que je connais, qui y sont allés [en mars 2023], et qui sont de bonne foi, et quand je vois qu'ils veulent y retourner avec la même non-analyse, je n'ai juste rien à dire parce que je vois que tout ça glisse. Je suis démunie par rapport à ça. Tu penses bien que face à ceux qui sont transportés par tout le marketing qui est fait autour, je n'ai juste rien à dire. Tu ne peux déjà pas essayer de réfléchir ensemble avec des gens qui y étaient. Il n'y a rien qui a bougé depuis. C'est juste qu'il faut y retourner parce qu'il faut montrer notre colère. Il n'y a rien qui a évolué. Ils sont donc prêts à reprendre des risques collectifs.

On ne peut pas parler de capitalisme. On parle beaucoup de méga-bassines, pourquoi est-ce qu'on ne parle pas du capitalisme ? J'ai eu cette période-là, de mettre des rustines sur le Titanic, mais je ne vois plus l'utilité d'aller prendre des risques pour des gens qui savent, eux, pourquoi ils y sont. Alors que nous, c'est dommage, on ne prend pas le temps de discuter du fond.

Le prochain rassemblement à Sainte Soline, pour moi, ce sera pire. Et je me sens... complètement trimballée là-dedans, parce que je n'ai pas de prises. Je ne sais pas comment ce sera traité. Il n'y a rien qui me laisse espérer un déchirement de voiles, des prises de positions critiques. Je ne vois pas d'où ça peut venir.

Tu penses aller à Sainte Soline alors que tu es pas mal critique ...

Peut-être. Mais évidemment pas pour les mêmes choses. Ça m'intéresserait de voir l'ampleur que cela peut prendre. Tu vas me dire que je peux attendre ici. Mais je suis très intriguée de voir comment cela se prépare. Prendre le temps de discuter. Y aller une semaine avant. Pour être à l'intérieur des choses. Mais je ne participerai pas à une cantine. Si c'est pour filer les sous aux Soulèvements, non. Il n'y a pas besoin de te faire casser la figure pour te faire exploiter. Il y a d'autres moyens. C'est bien organisé.

Et puis, je ne dois pas être la seule à être critique, j'espère. Peut-être que je vais en rencontrer d'autres... C'est juste de la curiosité. Mais plus aller voir plus loin. Là, c'est clos. Non, je ne pense pas que les gens qui iront soient là pour affiner une critique, c'est vrai. La dernière fois, il y avait des livres critiques. Mais il n'y a pas que les bouquins qui sont critiques, il y a aussi les gens qui sont derrière. Pourquoi ils sont là ? Comment ils se sont fait récupérer ? Comment on s'est fait récupérer...

les photos sont des captures d'écran de la vidéo
Sainte Soline, autopsie d'un carnage
Off /Reporterre, 2024

Un engagement sans adhésion

Témoignage sur Sainte Soline, juin 2024
Première partie



Une connaissance de la ZAD de seconde main

- *Est-ce que tu veux te présenter ?*

- Mon parcours politique commence en 2018. J'étais déjà politisé, mais pas au parfum de plein de choses. Du coup, j'ai débarqué dans l'Est à Bure, au printemps 2018, entre l'expulsion du bois Lejuc et celles de Notre-Dame-des-Landes.

Là-bas ça parlait beaucoup d'appellisme, mais à demi-mot. Je trouvais ça fumeux parce que peu étaient aptes à définir ce que c'était et à décrire les processus en cours. Ça semblait être une figure nébuleuse et repoussoir. Et les gens qui étaient taxés d'être 'stratégues et compagnie' se défendaient en disant que c'était une vision importée de la ZAD, alors que le contexte et les personnes étaient bien différentes. J'étais sur ma faim et je ne comprenais pas vraiment.

Un truc important, c'est que je n'ai jamais mis les pieds sur cette ZAD. Mon opinion s'est construite de seconde main. J'avais très peu de liens (à part idéologiques) avec ce qui se passait là-bas. J'étais très isolé. C'est plus tard, dans l'année qui a suivi, que j'ai rencontré des gens qui avaient vécu là-bas et d'autres qui y ont séjourné, avant ou pendant les expulsions. C'est par ces récits, mêlés des 'zad-news' de l'expulsion que j'ai pris connaissance du million de critiques concrètes qui était posé envers le CMDO et compagnie : la stratégie de manipulation dans les AG, la collaboration avec l'État, etc.

Première expérience, 2021

- *Comment viens-tu aux actions autour des méga-bassines et de Sainte Soline ?*

- J'y viens parce que je rencontre des gens de mon coin qui diffusent l'info. Je suis déjà armé idéologiquement pour capter qui est à l'initiative. En tout cas, je situe bien d'où ça vient. J'ai l'impression d'avoir les clés de lecture. Du coup, je me dis que j'ai quand même envie d'aller voir ça de plus proche. Donc, j'ai décidé d'y aller en espérant qu'en y étant le point de vue serait plus affûté. Ce qui n'est pas forcément le cas. Au début, le 22 septembre 2021, les méga-bassines, c'était un pique-nique (ou « banquet », c'est selon) de 500 ou 1000 personnes suivi d'un convoi et d'une intrusion sur un chantier de mégabassine. On était loin de l'organisation de Sainte Soline.

- Tu dis « je vois d'où ça vient ». 2021, pour toi, c'est clair. Ça vient d'où ?

- Ça vient des anciennes alliances qui ont été tissées à l'ex-ZAD entre le groupe dominant qui a réussi à récupérer les terres au prix de la défaite de tous les autres, et la collaboration au moins partielle avec l'État. Ce, par l'alliance avec toutes les franges plutôt réformistes du mouvement (entre autres, COPAIN 44 qui, dans ma tête, sont très proches de la Conf'). Ça vient de ce noyau-là, de rencontres autour de la ZAD, qui se disent « on continue » en faisant en sorte de faire de la ZAD une vitrine, une base arrière pour d'autres luttes qui auraient réussi ; ZAD à partir de laquelle on pourrait voir plus grand. Du coup, dépasser le mode embryonnaire et local, et porter d'autres modes d'actions dans plein d'endroits, avec un discours visant à désenclaver les différentes luttes locales et à les regrouper sous une bannière portant une critique plus systémique.

Je pense avoir cette lecture-là : savoir qu'entre leurs récits et les actes, il y a une différence. Je m'intéresse pas mal aux manières dont on s'organise. Du coup, je me dis que c'est une manière de rencontrer des gens, d'affiner certaines pratiques avec mes comparses. C'est une manière d'y voir plus clair sur des questions comme « qu'est-ce que l'autoritarisme ? » ou « pourquoi cette frontière avec l'anti-autoritarisme ? ».

Lors de la première manif, on a donc débarqué sur un chantier. Ce que j'ai vu ? De la temporisation. D'abord une tentative d'atteindre un lot de machines, sans succès. Puis un rhabillage de la seule qui restait accessible. Puis une altercation avec les keufs quand ils ont tenté une approche.

Ce sont les leaders porte-paroles qui ont cherché à calmer le jeu : y'en a un qui s'est placé entre la foule et les keufs (qui ont été repoussés), en disant « attention, avec la caillasse, faut se calmer. Vous allez péter les tracteurs des copain-es. Ça s'fait pas. ». Ce qui ne les a pas empêchés de dire dans les compte-rendus : « on a tenu front aux keufs ». Ils cherchaient déjà à manœuvrer les différents types d'actions. En prenant partie, cette fois, pour des modes d'actions moins offensifs. Déjà un truc de ménager la chèvre et le chou entre les différentes franges. Du coup chercher à lénifier les personnes qui avaient un mode opératoire plus offensif. « On reste calmes pour cette fois » ont-ils dit. « Et on va gagner en puissance. S'ils ne nous écoutent pas, ne vous inquiétez pas, ça va barder. »

Comme pratique, y'a eu le lâcher de moutons en plein cagnard après les avoir trimbalés dans les bétailières... Des brebis qui courent dans les pattes de 500 personnes en plus des keufs, ce n'est pas une pratique que j'aime trop. C'est un peu de l'esbroufe que de dire : « Ah, le rapport au vivant ! On travaille avec le vivant. Du coup, le vivant nous aide ! » Pourquoi pas, mais ces pratiques-là, ça ne me parle pas trop. Ça sert plus à mettre en avant le rôle des paysans, ceux qui travaillent la terre. Les vrais, quoi ! Je ne suis pas fan.

Ensuite on nous propose d'aller dans une ferme. Trop cool : buvette. Merci la cantine. Pas de débrief : on appelle plein de gens à venir, il y a sûrement des choix stratégiques à faire ou du moins des retours pertinents, mais on n'en parle pas collectivement. On a un petit discours survolté pour dire que c'est super ce qu'on a fait, mais voilà, pas de possibilité de proposer de la réflexion collective après coup. Ce qui m'aurait semblé la moindre des choses, quand on propose aux gens de venir sur des actions sur lesquelles on a la main. Du style : « Merci d'être venus... Vous en pensez quoi ? On a pris en charge certains trucs. C'est du travail d'organiser ce truc-là. Comment on va continuer ensemble ? »

C'était le premier rassemblement appelé par les SLT à agir là-bas. Il y a un historique de la lutte avant ça, évidemment, avec les collectifs Bassines Non Merci. Mais c'était le premier coup de semonce.

Les débats qui ont suivi dans mon groupe tournaient autour de l'efficacité et de la pureté. Chez certains il y avait l'idée que, même si ce que le CMDO avait fait à l'ex-Zad n'était pas idéal, ce que les Soulèvements proposaient maintenant était rodé, qu'ils savaient où ils allaient et que la « pureté » seule n'emmenait pas loin. Que même sans copier leurs trahisons, on pouvait s'inspirer de leur apparente capacité à se fixer des objectifs et de se donner les moyens d'y parvenir. En tout cas, à ce moment-là, la lecture de classe : « qui décide pour qui ? Qui prend les risques ? Qui comprend les enjeux ? » n'était pas univoque dans notre groupe.

Tu y es retourné ? Oui, mais sans adhésion, à aucun moment

- *Tu y es retourné ?*

- Oui, je me suis dit : « OK, ce ne sera peut-être pas parfait, mais je veux voir jusqu'au bout ce que ça peut donner. » Et puis il y a l'effet d'engagement qui pousse à vouloir y retourner.

- *L'effet d'engagement ? Du coup, on est pris par cet effet d'engagement ?*

- En gros, la dépendance au chemin. Tu t'es dit quelque chose. Tu commences à œuvrer dans une direction. Du coup, il y a plusieurs mécanismes qui te poussent à continuer dans cette voie. Ça s'applique partout de toute façon, pas seulement dans l'engagement politique. Cela te coûte « plus cher » entre guillemets de tourner le dos à ce chemin que de continuer. C'est plutôt conscient et voulu dans mon cas. Je me dis : « OK, cela ne va pas me plaire jusqu'au bout. Mais j'y trouve mon compte d'une certaine manière : rencontrer des gens, pratiquer certaines choses, espérer piger deux trois trucs... Ça fait partie du deal. »

Ce n'est pas une totale adhésion, à aucun moment.

Sainte Soline 1, octobre 2022

La première Sainte Soline, on était entre 5 000 et 7000. Rien que par l'effet du très grand nombre, on s'est dit : « ah, on tient peut-être un truc ! ».

Pour Sainte Soline, en octobre 2022, il y a eu la répartition entre plusieurs cortèges. Ça me parlait pas mal. J'avais eu écho de ce mode d'organisation, et je me suis dit que ça permet différentes approches et que chacun y trouve son compte, en respectant le mode d'action des autres. Et c'est une croyance qui me parle bien, d'une part de réussir à populariser des modes d'actions qui visent explicitement la casse économique, de taper au porte-monnaie d'une manière ou d'une autre. Et de l'autre, réussir à casser un peu la frontière entre violence et non-violence : où les non-violents restent dans leur dogme en prétendant que casser des machines est violent, en nous accusant de décrédibiliser le mouvement, ou bien en faisant des cordons sanitaires en début des manifs par exemple...

- *Ce que cela m'évoque, c'est que le partage de l'espace entre les deux franges permet surtout de ne pas investir de réflexion commune sur la question de la violence, en permettant simplement de juxtaposer les deux, chacun dans sa clairière.*

La manif s'organise en cortèges, comment ça s'organise ? Il y a des infos ou des consignes qui sont données ? Vous savez où vous alliez ?

- Oui, ça dépend où on se situe dans le temps. Au moment où on se répartit en cortèges, on sait que l'objectif est d'atteindre la bassine.

Comment je me représente les cortèges ? Le plus massif cherche à éviter la confrontation et la dispersion due à la violence des keufs, dans le but est de montrer de la détermination, tout en restant « familial ». Les deux autres seront plus rapides et prêts à se confronter avec les keufs pour atteindre la bassine.

Les cortèges, c'est quand même un des trucs qui m'attire, parce que dans les actes quelque part, il pourrait y avoir l'existence de plein de modalités d'action.

On a dû faire énormément de détours pour atteindre la bassine, et plein de blessé.e.s à cause des lardus. Je me souviens de la difficulté, pour moi en tout cas, de me repérer dans l'espace. Il y avait des cartes de dispo d'ailleurs. Mais je ne me souviens pas d'être vraiment acteur de la direction dans ce cas-là. Entre l'effet de groupe, la tension avec les keufs, l'adrénaline, et tout, je n'ai pas les ressources en amont pour assumer une décision, synthétiser et dire : « moi et mon groupe, on croit que... » De toute façon, c'est souvent comme ça dans ce genre de moment. La question de savoir comment on décide vite ne se réduit pas aux Soulèvements.

Je me souviens de gentes avec des mégaphones, des gentes avec des talkies, mais ça restait confus comme partage de l'information, on galérait à se les retransmettre à travers le cortège.

On arrive donc en dernier, on essaie de rejoindre l'autre équipe, enfin l'autre cortège qui s'était déjà un peu dispersé autour de la bassine. Les keufs l'entouraient.

- Il y a du jeu, là-dedans, malgré les blessé.es ? Tu dis : « l'autre équipe » ?

- Oui, il y a des blessé-es. Mais si tu me dis qu'il y a quelqu'un.e du cortège familial qui se prend un coup de flashball, je trouve cela moins compréhensible que si moi, je m'en prends un.

On n'arrive pas à reformer un gros cortège, il y a beaucoup de latence. Et un manque d'initiative autre que l'attaque frontale. On le voit parce qu'il y a plein de gens qui sont dispersé-es, jusqu'au moment où le camion sono « sonne le rappel » et veut rentrer, car le nombre de blessé.es fait déjà paniquer.

Un groupe s'est formé pour retenter l'offensive, car l'alignement des keufs le long du trou semble les rendre moins concentrés. Je trouve ça peu malin, voire absurde l'idée de l'assaut à une cinquantaine en plein champ, alors que le gros de la manif est en train de rentrer. Pourtant je me solidarise, et je suis chaud d'assumer la connerie jusqu'au bout. Forcément, on se fait canardé-es par une pluie très ciblée et assez intense de désencerlantes et compagnie. Et voilà : merci, au revoir. A ce moment-là, il n'y a pas de blessé-es graves. Mais en tout cas, on a pris une branlée momentanée, quoi ! On n'était pas assez, et ce n'était plus le bon moment. Après je dis « canardé-es », mais ce n'est pas du tout une position victimaire. On sait bien quelle violence il y a en face, et on s'équipe en conséquence.

Du coup, on rentre. Mais le débrief, qui est-ce qui le fait ? C'est les personnes « autorisé-es à parler » qui jactent en disant que c'était une victoire. Celles qui avaient les mégaphones pendant la manif. Iels parlent des blessé-es et de la répression en disant qu'on peut aller soutenir ceux et celles qui se sont fait chopé-es, ou qui pourraient l'être à l'hosto. Et devant les commissariats. Mais il n'y a pas d'espace de discussion, ou au moins d'expression de proposé.

Étonnant non ?

La victimisation, c'est la dépolitisation de la lutte

Témoignage sur Sainte Soline, juin 2024
Deuxième partie



Sainte Soline 2, mars 2023

- On en vient au deuxième Sainte Soline ?

Pourquoi j'y retourne ensuite ? L'effet d'engagement, de « vas-y, on va y retourner ! ». Et cette fois, du fait que le premier Sainte Soline avait fait du bruit, même auprès des gentes qui, autour de moi, sont politisé-es mais pas forcément du genre à s'activer. Là, ça fait un peu la réunion, un truc où ça leur donne envie d'y être. Une manif, même à deux pas de chez toi, ça ne motive pas toujours tout le monde malheureusement. Par contre, cette manif à 500 bornes, apparemment, là ça commence à valoir le coup pour certaines parce que tu sais qu'il va y avoir plein de gentes, que c'est un événement, que ça va « marcher ». N'empêche, que moi, j'étais content de ça. Parce que ça montre que les gentes, elles ont envie d'aller voir de plus proche, de se mettre en jeu aussi.

- Tu vois que ça s'organise assez largement dans le coin où tu habites pour rejoindre cet endroit-là et qu'il y a un truc d'auto-éducation sur les questions d'anti-répression, des choses comme ça.

- Et qui ne sortent pas de nulle part ! Parce qu'on n'a pas tou-tes la même expérience. Et on partage des choses. Mais en tout cas un intérêt concret sur ces questions-là se noue. On peut critiquer le côté 'clés en main' : « viens, et t'inquiète, tu auras une belle manif, de la fête et ce que tu veux ! » Dans les marges, moi je retiens qu'il y a des gentes qui ont fait et pris en main des choses qu'elles ne pensaient sûrement pas être capables de faire. Ce qui, pour moi, va dans le bon sens.

Cette fois-ci, en mars 2023, on refait le coup des cortèges. Il se passe des choses similaires à Sainte Soline 1, mais en plus vénéres car les keufs ont eux changés leur strat' et nous attendent au fortin. Une fois là-bas, il y a une première percée dans leur ligne, puis on n'avancera pas plus loin. On caillasse et compagnie, mais en fait, on passe surtout notre temps à étouffer, renvoyer des lacrymos, à vraiment danser pour esquiver les désencerclements. Porter, voir et entendre les blessé.es et leur soutien appelant les médecins.

- *Tu veux dire que tous les cortèges s'en prennent un peu dans la gueule.*

- Les deux cortèges offensifs, oui. L'autre cortège s'en est pris aussi par ailleurs. Ils ont essayé d'approcher. Je n'ai pas vu de mes yeux cette scène-là. Avant même d'être massifs et être en mesure d'encercler la bassine, bim, ils se font gazés. Du coup, ils reculent, limite en dispersion.

- *Toi, à ce moment-là, tu te dis quoi ? Tu le vis comment ?*

- Je ne suis pas sûr que, dans ces moments-là, j'ai accès à toutes les parties de mon cerveau, analytique, ni que je peux prendre du recul. Je pense qu'à ces moments-là, ce serait bien d'avoir du réflexe. Comment arriver à produire des observations et des décisions fines ? C'est un chantier qui est ouvert dans notre milieu (pas uniquement avec les Soulèvements de la Terre, mais avec des gens qui ont envie d'en découdre, qui sont prêts à ça, avec les risques que ça comporte).

Réflexions sur la tactique

L'enjeu, au-delà de la bassine et de son trou, qu'on pouvait facilement imaginer vidé de ses machines, c'était : « est-ce qu'on peut passer en force, c'est-à-dire vaincre le dispositif policier ? » Là, c'était spécifique : ce n'était pas un milieu mobile, c'était Fort Knox.

Péter une machine, c'est chouette. Cela leur fait perdre des thunes, mais c'est symbolique aussi. Ça montre qu'on peut y arriver concrètement et défaire ce qu'ils nous imposent. Défaire un dispositif policier, leur passer dessus ou les faire reculer, c'est aussi une victoire. Enfin, c'est une avancée. D'autant plus si on arrive à avoir le regard critique et avoir du recul sur l'action : comment on a fait ? Quels risques on a pris ? Peut-être qu'on a pris beaucoup trop cher ?

Et en l'occurrence, on a pris beaucoup trop cher, je pense. Du coup, la première percée, pourquoi pas ? Les premières personnes qui ont réussi à faire cramer des véhicules et à passer, chapeau, moi je n'y étais pas. J'étais dans l'appel d'air, où on a rejoint ce coin puis tenté de tenir et d'avancer, mais on n'y arrivait pas. Je pense que c'est là qu'il y a eu énormément de blessé-es.

Du coup, pourquoi pas cette tentative ? Mais on voit qu'à un moment, il y a un recul. L'attaque est pliée. On voit des quads qui passent par derrière. On leur court après. On voit qu'ils essayaient de gazer la zone où il y avait des blessé-es et les gens qui n'étaient pas venus dans une optique de conflictualité intense. Là, il y a encore un moment de pause, de latence, qui est difficilement supportable, parce qu'il y a des gens qui commencent à danser, presque à se démasquer alors que les choses ne sont pas encore dites. Alors, est-ce que c'est bon, c'est fini ? On a trop de blessé-es, on rentre ? Ben non, bim, il y a un mouvement de foule pour y retourner. Et je vois, dans ce mouvement de foule, des gens qui y vont sans être 'équipé-es', on va dire. Pour moi, c'est n'importe quoi. On avait déjà eu les échos que les médecins étaient surchargé.e.s. En fait j'ai capté plus tard que c'était le mec de la Conf, le toubib des gendarmes et deux clampins en armure qui les suivaient en courant pour aller constater l'état de S. qui a déclenché ça.

Ma décision individuelle, ce n'aurait pas été d'y retourner. Par contre, je vois des gens qui commencent à galoper et à y retourner et qui ne sont pas équipé-es. C'est bête à dire, mais il y a une solidarité de corps, je me dis : « on va y retourner quand même. » Pourquoi ? A ce moment-là, il y a une personne devant moi, qui se prend une grenade désencerclante à moins de deux mètres et qui tombe à moitié évanouie. Du coup, on la porte pour l'extraire. Je pense que j'y suis retourné pour ça : pour noyer les lacrymos et soutenir. Je me disais pas qu'on allait faire grand chose...

Trois ou quatre dernières choses

Où mettre la flèche ?

- Tout ce que tu soulèves là, cela me fait penser à la militarisation. En fait, on peut résoudre toutes ces questions en s' enrollant dans l'armée, je pense.

- Je ne prône absolument pas la militarisation. Par contre, si, d'une manière ou d'une autre, on sait qu'on va être en confrontation anticipée avec les forces armées, la police, on sait qu'à un moment, d'une manière ou d'une autre, on va vouloir contourner leurs dispositifs pour atteindre nos objectifs, quel que soit le contexte. En l'occurrence, c'était une bassine vide, mais cela pourrait être n'importe quel lieu qu'il nous semble pertinent d'attaquer. On va être confronté-es à eux. Soit on trouve des trucs où il n'y a pas « de risque », entre guillemets, parce qu'il y en a plein, même avec une tactique non violente. Soit on est chaud pour la confrontation directe. Et du coup, autant le faire bien. Tous ces trucs d'emprise mutuelle, de faire corps et d'y aller, je trouve ça très bien, on assume, c'est chouette.

Par contre, décider où mettre cette flèche : pour un fortin où il n'y a rien derrière et où on est en infériorité, il faut savoir dire : « eh là, on n'a pas la force, on ne fera pas le poids dans ces conditions-là, ce ne sont pas nos conditions. Notre force de frappe qui peut être la mobilité, l'imprévisibilité, tout ça, là c'est annulé. On n'a pas cette possibilité qui est notre force à la base. » Ben, il faut savoir faire machine arrière, en fait. Pour moi, ce n'est pas du tout renier l'offensivité ou la volonté d'en découdre.

- A la lumière de ce que tu viens de dire, « on n'est pas une armée », mais il y en a qui se sentent quand même de guider des gens au mégaphone vers un trou vide avec un dispositif militaire en face, qui est annoncé plusieurs jours avant, et d'autres pour les suivre...

Valoriser la confrontation et effacer le nombre ?

- J'aimerais dire aux organisateurs/organisatrices de ces événements-là : « Vous vous doutiez bien qu'il allait y avoir énormément de personnes. Qu'une part d'entre elles irait en découdre, peu importe les conditions tactiques. Pourquoi n'avez-vous pas réussi à miser également sur les 20 000 autres personnes motivées mais selon d'autres modalités ? Est-ce vraiment juste la complexité de l'orga ou un impensé stratégique ? »

Cet échec a fait que le côté offensif de la manif' ne s'est pas fait en complément d'autres façons de faire, mais à ses dépens, rendant spectateur.ices un grand nombre de militant.es. Rejeter le dogme de la non-violence, évidemment c'est archi nécessaire. Par contre, que ça nous amène à effacer la mobilisation de 20 000 personnes, alors que les objectifs ne pouvaient plus qu'être symboliques - les machines étant en lieu sûr depuis longtemps - me pose question. Je pense qu'il y a à réfléchir sur notre manière de faire et nos idées : comment jauge-t-on de la pertinence de la confrontation directe ? Quelles sont nos croyances derrière ? S'agit-il de poser notre rage en spectacle ? Est-il possible de s'agencer avec toutes celles et ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas le faire de cette manière ?

Évidemment ces questions traversent plein de contextes.

Mise en danger de nos corps dans l'action politique ?

J'aimerais aussi savoir au fond ce que pense le bureau des martyrs, et de la récupération politique que cela peut offrir. La réponse claire, assumée n'existera jamais. Par contre, entre pairs, , on

peut se demander comment on conçoit le fait d'être blessé-e mortellement ou pas, amputé-e, dans la confrontation avec les keufs ? Jusqu'où on est prêt-e à aller et dans quelles conditions ? Je ne crois pas qu'il soit possible d'être préparé-e à ça, mais ça vaut le coup de regarder les révolutions qui ont eu lieu dans plein d'autres endroits, le printemps arabe, la Syrie, l'Iran, où les peuples ne se résignent pas malgré les balles, et les accapareurs de révoltes qui guettent.

La propagande de récupération

Un autre truc qui ne me va pas, c'est le discours gerbant derrière, par exemple du documentaire pour « l'anniv » de Sainte Soline [*"Sainte-Soline, autopsie d'un carnage"*, mars 2024] où la parole est donnée pour un quart voire un tiers de l'émission à des représentants d'un parti politique qui a trahi un milliard de fois. Je veux bien la composition. Mais la pousser à ce point-là, « vous vous foutez bien de notre gueule ! » Surtout quand vous les laissez dire des trucs du style « ah non, les militants, ils n'étaient pas là pour en découdre. Les gens sont sortis du cortège au moment où les keufs ont attaqué. » C'est vrai que, quand les keufs ont balancé leurs premières lacrymos, on était encore loin de la bassine. Mais non, on n'est pas sorti pour protéger le cortège, non, non. Cette vision fantasmée de ça, je la trouve dégueu. Ça dépolitise tout un tas de trucs qu'on a fait et ça nous fait passer pour des « gentils qui se sont fait taper par l'État. » Peut-être qu'on s'attendait globalement pas à un terrain aussi défavorable et un tel arsenal. Mais on n'était pas là par hasard non plus. Et après, quand on nous récupère avec la musique larmoyante qui nous fait passer pour des victimes, et avec un discours sur la répression qui déborde même pas du cadre de Sainte Soline, je me dis : « bien joué l'arme de la propagande ! » Cela montre au moins comment vous essayez de ménager la chèvre et le chou et comment vous essayez de vous faire une santé politico-médiatique.

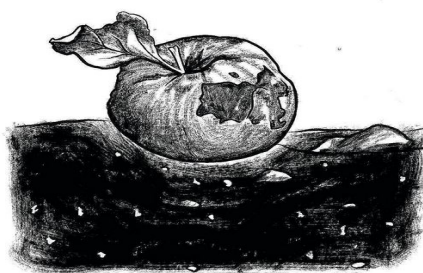
Sainte Soline 3 ?

- *Tu penses retourner à Sainte Soline 3, ou à un autre événement du même type, dans ce cadre-là ?*

- Pas pour faire le même cirque. C'est sûr. Je ne placerai pas ma solidarité de corps au même endroit. Peut-être pour prendre la température, mais je ne sais pas ce que cela voudrait dire. Peut-être que j'y serais sujet s'il y avait une vague autour de moi de gens qui voulaient y aller. Mais par contre, ça dépend sur quelle base critique on y va, et pour quoi y faire. Si c'est juste pour le spectacle, non, je n'y retournerai pas.

Nos stratégies des Soulèvements de la Terre et leurs succursales outre-atlantiques

DECOMPOSITION for insurrection without vanguards



Quelques extraits de textes, issus des États-Unis et du Canada, critiquant les pratiques autoritaires. Le contexte socio-historique est évidemment très différent de celui de l'Europe : la prégnance des classements ethno-raciaux, l'ancienneté de la colonisation par peuplement, les résistances et révoltes passées et présentes de groupes « autochtones » auxquels les stratégies entendent s'agréger avec leurs stratégies et intérêts spécifiques. Traduction par Gros Google, avec quelques retouches du claviste.

Contre le Parti de l'Insurrection : un regard sur l'appelisme aux États-Unis

<https://theanarchistlibrary.org/library/against-the-party-of-insurrection-a-look-at-appelism-in-the-us>

« L'appelisme est une forme informelle de communisme autoritaire qui a gagné du terrain sur ce continent au cours de la dernière décennie. Reprenant des éléments à la fois de la structure du parti révolutionnaire et de l'anarchisme insurrectionnel, cette tendance requalifie le communisme autoritaire comme quelque chose qui ressemble à des réseaux informels mais agit comme un parti. »

« La malhonnêteté des appelistes à ce sujet fait partie d'une stratégie plus large consistant à essayer de cesser d'être visible en tant que groupe ou milieu distinct (ce qu'ils appellent « opacité »). Ils cherchent ensuite à coordonner de manière invisible divers aspects de la vie quotidienne vers une forme de communisme, en mettant l'accent sur la construction et le contrôle des infrastructures. Cela s'accompagne d'une volonté d'intervenir de manière décisive dans les moments de conflit social, de telle sorte que ces situations s'aggravent, que les luttes gagnent du terrain et que les gens sont entraînés dans leur infrastructure. »

Le programme : Territoire & Pouvoir :

« Le « petit livre orange » d'*Inhabit* est la présentation la plus concise de la stratégie appeliste aux États-Unis, nous allons donc commencer par là. *Inhabit* propose un programme qui se compose de quelques étapes simples, commençant par les suivantes : 1) « se retrouver » et 2) créer des infrastructures autonomes, ou « hubs »

(généralement des projets fonciers ruraux ou d'autres espaces où ils se trouvent : « construire la commune »).

Les perspectives : composer le parti :

« L'appelisme s'inspire de certaines traditions communistes et d'autres traditions de gauche de manière significative, mais il habille les choses de vieilles traditions. Les idées sont présentées dans un nouveau langage et une nouvelle esthétique pour qu'elles semblent avant-gardistes et puissent se faufiler inaperçues. »

« La composition tente d'orienter différents secteurs d'une lutte ou d'un mouvement dans la même direction (vers la vision appeliste de la victoire), en fabriquant (et en imposant) un consensus sur les objectifs et les moyens et en supprimant les voix contradictoires ou dissidentes. Souvent présentée comme un cadre permettant d'embrasser diverses approches tout en luttant pour un objectif commun, la composition vise à rassembler des éléments disparates dans une stratégie unifiée, masquant des désaccords fondamentaux aussi cruciaux que le rapport à la légalité et aux institutions (partis, syndicats, médias, etc.), le recours à la violence et la porte ouverte à la négociation. »

La pratique : entre la récupération et l'autoritarisme :

« Les appelistes sont souvent impliqués dans les mêmes luttes ou scènes que les anarchistes, mais leurs pratiques sont incompatibles avec l'anarchisme. Notre objectif n'est pas de qualifier d'appelistes tous ceux qui pourraient être influencés par leurs idées, mais plutôt de critiquer ceux qui agissent comme des politiciens infiltrés, opérant selon la logique autoritaire séculaire selon laquelle la fin justifie les moyens. »

« Les appelistes recherchent également le pouvoir et le contrôle en identifiant les dirigeants et ceux en position de pouvoir dans les organisations libérales à but non lucratif et légalistes et en s'organisant de manière invisible avec eux, c'est-à-dire parmi les dirigeants (une méthode justifiée par la théorie de la composition). En limitant ces liaisons aux espaces où ils détiennent un pouvoir social, politique et décisionnel, les appelistes utilisent ces espaces de rencontre horizontale apparente pour valider leur programme et amplifier leur pouvoir tout en délégitimant tout espace décisionnel où ils n'ont pas de pouvoir. »

« La quête du pouvoir signifie également qu'une grande partie de leurs pratiques sont motivées par une optique, un désir de présenter la lutte comme légitime et/ou spectaculaire aux médias et au « public ». Cela s'explique en partie par le fait que la stratégie de composition implique de recruter un grand nombre de personnes, mais cela nous semble également suggérer que leur désir de pouvoir les rend trop disposés à faire des compromis sur certains principes. Ce souci de visibilité et de légitimité publique les amène souvent à s'écarter de manière significative du projet de construction d'une autonomie par rapport aux instruments de domination de la société (qui incluent les médias et la spectacularisation de la lutte). »

« En France, l'incompatibilité entre la quête anarchiste d'autonomie et le désir appeliste de pouvoir et de légitimité a atteint son paroxysme à un moment critique de la lutte pour la défense du territoire connu sous le nom de ZAD de Notre Dame des Landes (« zone à défendre »). Dans cette affaire, les appelistes sont allés derrière les autres défenseurs fonciers de la ZAD, ont poussé à un accord avec l'État pour acquérir

légalement les terres et ont fait le travail de la police à leur place en démontant eux-mêmes les défenses de la zone, en signe de bonne foi. Ouvrir la voie aux négociations (et, en même temps, ouvrir la voie à la police pour attaquer le territoire, ce qu'elle a fait dans les jours suivants). À quoi cela ressemblera-t-il aux États-Unis, maintenant que les appelistes, brandissant le résultat de la ZAD comme une « victoire », sont de plus en plus présents dans certaines luttes populaires importantes ? »

« Comme nous l'avons vu dans cette section, les idées appelistes sont mises en œuvre à travers une variété de comportements autoritaires et d'arrangements sociaux secrètement hiérarchiques qui les protègent de la critique et obscurcissent la base idéologique sur laquelle elles fonctionnent. L'idée de « l'opacité » se manifeste généralement comme une fétichisation de la normativité et de la respectabilité, créant des espaces où les normes sociales comme la misogynie et les abus peuvent perdurer sans contrôle.

Ces comportements ne sont pas propres aux appelistes, mais sont plutôt reproduits par les manipulateurs et les managers de tous bords. La nature spécifique de l'autoritarisme appeliste, qui est apparemment subtile mais explicitement développée, les rend particulièrement efficaces pour introduire ces comportements et ces arrangements dans des espaces anti-autoritaires. »

Décomposition Pour une insurrection sans avant-gardes

<https://ungratefulhyenas.noblogs.org/post/2023/02/21/decomposition-for-insurrection-without-vanguards/>

Quatrième de couverture de la brochure, contenant plusieurs textes, et datant de février 2023 :

« Le réformisme est sans doute la meilleure option pour aménager des niches au sein de l'existant, et les partisans de la conflictualité alternative ont une longueur d'avance historique en termes d'intégration et de récupération des luttes. Quant aux autres, il reste tout un monde à attaquer, dans lequel restent vivantes des possibilités autonomes et affinitaires, expérimentées au grand dam des dirigeants de la composition et de leurs alliés dans la lutte contre cet aéroport.

A Notre Dame des Landes repose un cadavre : celui d'une composition propre qui a définitivement fait comprendre, une fois mis au mur, à la fois avec qui (l'État) et contre qui (les incontrôlés) il veut s'opposer. Construire son petit monde opportuniste. »

Décisions, compositions, négociations

Traduit d'un chapitre de Hourriya n° 6 : La Guerre des Underground, Le champ de bataille des matières premières, 2021

« Certaines luttes motivées par une perspective anarchiste sont éclairées par la proposition claire de tenter d'empêcher la construction d'une infrastructure spécifique par l'auto-organisation, l'action directe et le conflit permanent. Cette méthode, qui implique concrètement le refus de la représentation politique et médiatique, des mécanismes de délégation et de tout dialogue avec les institutions, relie clairement les moyens et les fins : un projet de domination ne peut être combattu avec les instruments de domination. A partir de ces fondements et en instaurant sans ambiguïté une approche offensive et destructrice, la proposition de lutte s'adresse à tous ceux qui s'y

reconnaissent et souhaitent l'assumer, à leur manière, évidemment sur place mais aussi partout où cela fait sens. »

« Il en va tout autrement lorsqu'une lutte se construit autour d'un seul pôle territorial, par exemple une occupation liée au projet contesté, et que celui-ci devient le point de référence principal.

Cela pose la question de la centralisation des décisions et des activités. En effet, les occupations de longue durée impliquent souvent la mobilisation d'un grand nombre de personnes, pour maintenir l'occupation en vie et assurer sa défense. Cela a souvent pour conséquence que ces occupations deviennent le point de départ de « grands moments » ou d'actions, sinon de masse, du moins s'appuyant largement sur une dimension quantitative.

Dans de telles situations, lorsqu'il est hors de question de s'en remettre à la direction d'un comité central quelconque, l'organisation collective se fait généralement par le biais d'assemblées. »

« Lorsqu'elles sont destinées à la prise de décision, les assemblées partagent le trait suivant : elles sont censées à la fois représenter et impliquer tous les participants. Sans entrer dans le détail des différents mécanismes qui peuvent être rapidement mis en branle, au nom de l'efficacité, pour obtenir une majorité plus ou moins forcée ou un consensus, nous dirons que les décisions qui émergent de ces espaces revêtent clairement un poids particulier. Les participants s'attendent donc à ce que le poids de ces décisions s'applique même aux personnes en lutte qui ne sont pas d'accord avec elles. Il n'est pas rare que la centralité de l'assemblée d'un site d'occupation se mette en position de représentant ou de porte-parole de la lutte dans son ensemble. »

« Quoi qu'il en soit, les partisans de la composition mettent un point d'honneur à entretenir cette façade d'unité, que ce soit dans les activités communes (comme les manifestations unitaires incluant une partie de l'échiquier politique par exemple) ou dans le panorama plus large de la lutte. Au-delà du brouillage volontaire que cela implique, il s'agit de contrôler les formes de lutte pour les maintenir coûte que coûte, de déterminer ce qu'il est opportun de mettre en avant, ce qu'il faut ou ne doit pas faire. Ainsi, « respecter le timing du mouvement » est un argumentaire utilisé par les autoritaires pour faire respecter les lignes qu'ils jugent bon de définir au nom de « l'intérêt commun », du haut de leur position de pouvoir. »

« Bien qu'ils cachent leur jeu sous des vêtements radicaux, les compositeurs et leurs amis n'ont malheureusement pas le monopole des négociations, et l'une des stratégies du Pouvoir sous nos latitudes consiste à récupérer et à intégrer toute opposition en lui concédant quelques miettes ou niches. Certes, le réformisme n'est certainement pas le domaine exclusif des luttes contre des projets profondément toxiques, mais il ne fait aucun doute qu'une myriade d'alternatives se sont développées autour de la question environnementale. »



Pour une anthropologie critique des Soulèvements de la Terre



Les illustrations sont issues du « Best of » des Soulèvements de la Terre

Dans la perspective de décaler le regard sur le spectacle politico-médiatique donné par les Soulèvements de la Terre, on reproduit quelques passages de *Anthropo-logiques*, de Georges Balandier, paru initialement en 1974.

Avec ces considérations, il semble possible d'effectuer un changement de point de vue et d'observer, voire de participer, aux différentes saisons et actes, en les comprenant comme des rituels marquant une phase de crise survenant au sein d'une société « exotique ». De se mettre dans la peau d'un Huron du XVII^e siècle en visite en Europe... Les « peuples premiers » ne sont peut-être pas ceux que l'on croit !

Où la lutte des classes renvoie à des régularités, sinon à des règles. Où, dans les formations sociales sécularisées, le sacré traditionnel s'estompe mais pour revenir saturer le social. **Dans les États capitalistes, Dieu c'est dorénavant la « Société »**, comme fiction intéressée mais bien fondée : une croyance de rédemption ou d'avènement d'une coexistence pacifiée¹, et toujours rejetée à l'horizon...



Extrait de la présentation du livre : « Évidemment, Georges Balandier ne prétend pas délivrer des solutions définitives. Son projet est ailleurs. Il s'agit pour lui d'amener l'Occident à réfléchir sur lui-même en confrontant directement ses propres mutations à celles qui se décèlent, par exemple, dans certaines sociétés traditionnelles d'Afrique noire. Ainsi du problème de l'émancipation des femmes. Les mythes africains en parlent, et d'abondance. Et ils racontent que la féminité apparaît toujours et partout comme la part menaçante, « la moitié dangereuse ». Mais ils nous révèlent aussi que ce fantasme de la femme, agent de subversion, s'intègre à un ordre et distribue des places, des fonctions, détermine des équilibres instables, définit des rapports antagonistes dont les sociétés se servent pour maintenir leurs structures en état. Jeu sournois de la lutte des sexes dont les systèmes de pouvoir, toujours, tirent bénéfice.

Ainsi, le conflit des générations. [...] On découvrira alors qu'il convient, pour saisir ce phénomène, de s'interroger sur la signification de l'adolescence, de la maturité, des valeurs qui s'y rattachent. [...]

Ainsi, enfin, les relations inégales entre les classes sociales, entre nations riches et nations pauvres. La clef ne se trouve pas ailleurs que dans les rapports de travail, précisément fondés sur la division des tâches, sur la hiérarchie et la pyramide des responsabilités, qui engendrent des niveaux de richesses, avec du plus et du moins... le fondement des sociétés à l'origine de leur fonctionnement.

On l'aura noté, pour Georges Balandier, faire de l'anthropologie revient à s'instituer comme témoin. Un témoin d'un genre particulier. Sorte d'observateur à cheval sur plusieurs mondes, situé aux frontières des cultures et des civilisations, capable du coup d'échapper à la fatalité du point de vue unique, donc pour un Occidental, d'échapper à l'ethnocentrisme dominant. [...] Autrement dit, pour se comprendre soi-même, le détour par l'autre est nécessaire... »



¹ « Je ne vois dans la divinité que la société transfigurée et pensée symboliquement. » Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse* (1912).

Chapitre 4 : Tradition, conformité, historicité

3. L'ordre de la tradition

« La littérature anthropologique est riche de descriptions illustrant la diversité des modes de résolution, de transfert et d'expulsion des conflits les plus menaçants.

Cet inventaire des procédés permettant de « préserver » l'ordre social reste fort incomplet ; il suggère au moins leur variété et leur relative efficacité. Il convient maintenant d'envisager un dernier aspect : d'explicitier l'opposition entre le conflit ouvert, mais contrôlé, intervenant au-dedans – le *feud* des auteurs anglo-saxons –, et du conflit ouvert orienté vers le dehors – la guerre. L'affrontement violent, avec toutes ces conséquences ruineuses pour les hommes et les biens, est dans la mesure du possible rejeté vers l'extérieur. Le *transfert* apparaît d'ailleurs comme le principal des moyens utilisés pour entretenir la « tradition » et protéger l'ordre qu'elle régit : transfert de l'« inégalité » hors du lignage, de l'anti-social hors du monde des vivants et des ancêtres par la « destruction-sacrifice » du sorcier, du conflit grave et de la violence en direction des groupes périphériques ou étrangers.

La notion de *feud*, que je traduis par l'expression : guerre du dedans, a été l'objet de définitions concurrentes, mais les acceptions restent très proches. M. Gluckmann reconnaît sous cette dénomination une institution spécifique des sociétés sans « gouvernement », une méthode leur permettant de ne pas se trouver perpétuellement menacées par les conflits « ouverts », une procédure servant à rétablir l'ordre en réponse à un préjudice subi. D'autres auteurs insistent sur la localisation, en constatant qu'il s'agit d'une hostilité armée tenue à l'intérieur des frontières de la « communauté juridique ». Celle-ci est définie comme l'unité sociale au sein de laquelle intervient finalement le règlement des conflits par compensation, par réciprocité assurant le rétablissement de l'équilibre rompu. Cette sorte d'hostilité, limitée dans le temps, s'ouvre surtout entre groupes qui ne sont pas étroitement apparentés, qui ne se réfèrent pas à la même collectivité d'ancêtres et ne se trouvent pas insérés dans le même système de contraintes sacrées. Il est aussi, et plus pertinemment peut-être, insisté sur les caractéristiques de cette violence tolérée au-dedans : elle a l'aspect d'une guerre interne contrôlée de part et d'autre ; elle est réglementée à un haut degré ; elle n'intervient que dans la mesure où elle *contraint* rapidement à une compensation, à la réduction d'un antagonisme porteur de menaces graves en raison de son intensité.



Ces caractéristiques apparaissent à l'examen, même rapide de situations concrètes. Ainsi, dans ses analyses du système socio-culturel des Nuer soudanais, Evans-Pritchard montre comment les diverses unités sociales sont à la fois solidaires – pour des raisons qui paraissent d'abord d'ordre écologique – et opposées, comment les regroupements (fusions) et les éclatements (fissions) manifestent le jeu complexe des solidarités et des oppositions. Dans ce dernier cas, celui des antagonismes et des conflits, Evans-Pritchard constate que les procédures de conciliation et de règlement des différends selon que les groupes en cause ont, ou n'ont pas, entre eux de liens étroits. Ceux qui résultent de la parenté, de la position généalogique, de l'alliance. Si ces rapports existent, les parties affrontées sont l'objet d'une série de pressions pesant dans le sens d'un règlement rapide et par conciliation ; sinon, l'hostilité réglée – c'est-à-dire le *feud* – opère afin de restaurer l'ordre perturbé. [...] Elle libère la violence sous contrôle – un peu à la manière des rituels de rébellion –, afin de reformer, pour un temps, des rapports sociaux pacifiés entre groupes sociologiquement distants et, par là même, susceptibles d'entrer en conflit d'une manière grave et dangereuse pour tous.

Chez les Bété de la région occidentale de la Côte-d'Ivoire, la guerre réglementée entre villages intervenait traditionnellement et avec une relative fréquence. Elle obéissait à des principes rigoureux, quant au choix du lieu de l'affrontement, quant à la réalisation d'un accord sur la nature de l'assaut, etc. Elle comportait des contraintes rituelles. Elle ne visait ni la destruction de l'adversaire, ni la recherche d'avantages matériels – car le vainqueur paie une indemnité pour chaque adversaire tué au combat –, ni la modification des rapports sociaux. Le but reconnu est la restauration, par la violence contrôlée et ritualisée, d'un ordre bouleversé. La désignation d'un coupable, dans la mesure où le succès des armes « désigne » sans

appel, entraîne un accord qui permet le retour à cet ordre provisoirement perturbé. On le voit donc, la violence sociale, dont les institutions assurent la « domestication », n'est libérée que sous conditions – avec contrôle du sacré – afin d'être à nouveau contenue et mise au service du système existant. La leçon n'a pas seulement une portée africaine. (p. 235 à 238)

Chapitre 6 : Anthropologie et critique de la modernité

2. Crises pratiques et théoriques de la modernité



« Je ne m'attacherai pas ici aux raisons de la perte de sens [au sein des sociétés modernes], mais à certaines des réponses à ce défi total. Toutes ont pour caractéristiques commune de proposer une définition du rapport social par l'idéologie, les symboles et les langages, les rituels ; par cet ensemble que j'ai qualifié ailleurs de la formule : 'création personnalisante ou culturelle'. Une fois encore, l'anthropologie peut se trouver là en terrain de compétence. Elle a contribué, au cours des

dernières années notamment, à une connaissance moins superficielle des mécanismes des rites. Des recherches récentes [...] montrent pour l'essentiel les fonctions et les structures du rituel. Ce dernier contribue à épurer l'ordre social, à rénover les valeurs et les symboles qui les désignent, à dépasser les conflits et à masquer les générateurs d'anxiété. Il tend à rétablir les « communications » distendues ou rompues. Une anthropologie de la modernité serait la plus apte à assurer la transposition, à détecter les rituels de la vie quotidienne apaisant notre insécurité, réduisant les microdramas sociaux, maintenant une signification capable d'orienter nos comportements.

Le rituel cathartique n'est évidemment pas seul en cause. L'inventaire des diverses réponses reste à faire. L'expression la plus volontaire, et la plus minoritaire, est constituée par la « culture d'avant-garde » - si l'on admet cette formulation imprécise. R. Poggioli a tenté de lui donner plus de rigueur. Il considère cette culture en fonction de quatre caractères dominants ; elle est « activiste » (associant la joie à l'action), « antagoniste » (exaltant le fait d'être « contre »), « nihiliste » (détruisant toutes les barrières) et « agonistique » (engendrant sa propre destruction). Et Poggioli ajoute : l'avant-garde recherche « la solidarité au sein de la communauté des rebelles et des libertaires » ; « elle s'efforce de transformer la catastrophe en miracle » - on pourrait presque dire, le non-sens en sens².

La réponse la plus globale est recherchée par les entreprises révolutionnaires ou/et utopiques qui visent à ré-actualiser le temps des commencements, ou de la « véritable jeunesse du monde » selon la formule de Rousseau. La modernité ne trouve alors son sens que dans le changement radical, dans l'adhésion à un projet de re-façonnage total de la société où le politique se fait croyance. Le mouvement, par lequel le projet tente de se réaliser, devient générateur de dogmes et de critique de la « tolérance pure » [expression de Marcuse]. Il se charge pour une part de ce dynamisme que constitue le « religieux » présent à l'état diffus dans les sociétés modernes dites avancées.



Ce dernier point attire l'attention, il renvoie à un important ensemble de données. Dans la mesure même où la « crise » moderne affecte toutes les institutions, elle touche aussi les Églises, et non seulement les croyants. Le « religieux » tend ainsi à ne plus être principalement investi dans les organisations qui ont la charge de sa gestion ; il leur échappe et reste en quelque sorte diffus ou « sauvage ». Il redevient en partie disponible pour de nouvelles définitions ; et ces définitions doivent être formulées, car le niveau

religieux – si l'on donne au qualificatif l'acception la plus large – est celui du sens où s'associent les valeurs et où s'organisent certaines des forces qui contribuent à la définition sublimée et à l'unification du système social, à l'adhésion des individus. Les batailles conduites sur le terrain de la modernité, pour la justifier, la façonner ou la nier, ont nécessairement des implications religieuses, ou à tout le moins sacrales.

²R. Poggioli, *The theory of the Avant-garde*, Cambridge, 1968.



La vie quotidienne redevient plus perméable au sacré : les nouveaux langages « théologiques » se créent (souvent par syncretisme) et se diffusent, les manifestations rituelles se multiplient dans le cadre des expérimentations sociales et culturelles et le théâtre ritualisé (comme l'*Open Theater* de New York) descend dans la rue, les « communes » américaines retrouvent souvent l'exigence spirituelle des premières expériences communautaires dont elles sont les héritières, les religions alternatives ou de remplacement se répandent. Il est possible de considérer ces faits comme des essais de sacralisation des entreprises de re-façonnage de la société moderne.

Sous leurs formes les plus « contestantes », elles conservent les mêmes caractéristiques. Certaines analyses du mouvement de Mai 68, à Paris, ont mis en évidence son contenu idéologique ou/et mythique et souligné, à ce propos, l'imbrication des aspects religieux et politiques ; c'est des tensions déterminées par les deux pôles qu'il tient son dynamisme, sa signification et sa force d'action. A un niveau moins dramatisé, l'association du politique et du religieux reste active. Les contre-cultures mobilisent le sacré et les leaders de la contestation font figure de Maîtres ou de *Gourous*, les religions d'importation contribuent à exprimer au plus haut niveau le refus de l'ordre industriel, le religieux « élémentaire » (la magie et la sorcellerie) et le recours à l'« occulte » servent à contrecarrer les cultures officielles, le retour offensif du « satanique » - avec son organisation culturelle propre aux États-Unis – s'associe à l'intention de détruire les structures existantes, à la réapparition du « rebelle achevé ». E. Tiryakian, partant de constatations similaires, a montré l'importance actuelle d'une « sociologie de l'occulte ». Il observe que la culture qui se trouverait soumise à son interrogation « peut être considérée comme le sous-sol culturel de la société occidentale ». Dans les périodes de changement rapide du milieu social, caractérisées par les destructurations et les tensions, ces éléments cachés s'actualisent. Ils contribuent à la formation « des dynamiques de modernisation », ils opèrent comme une sorte de troisième force, concurremment à celle qui résultent de la science et de la technologie, d'une part, de la religion établie, d'autre part.

L'ensemble des considérations précédentes ne constituent qu'un premier repérage, traçant un domaine où l'intervention de l'anthropologie apporterait une contribution décisive à l'interprétation de la modernité, telle qu'elle s'exprime dans les formes, les crises, les problèmes actuels des sociétés dites avancées. Parallèlement aux recherches de même orientation qu'elle poursuivrait dans les sociétés qui relèvent traditionnellement de sa compétence, et qui lui permettraient de donner une assise large (véritablement « anthropologique ») à l'étude des modernités. Les problèmes recensés sont ceux de notre vécu immédiat et ils s'imposent avec une vigueur qu'évoque la formule : « le choc du futur » ; parce qu'ils sont pratiques à un haut degré (et parfois définis en termes de survie), ils posent inéluctablement des questions de théorie et de méthode pour lesquelles nous sommes intellectuellement sous-préparés. [...] C'est maintenant que doit se vérifier l'assertion philosophique de G. Bachelard : seul le *présent* peut provoquer le rajeunissement de la pensée – un présent qui n'exclut pas le *futur*, dès l'instant où l'on reconnaît que le changement est l'irruption de ce dernier en son sein. (p. 297 à 301)



ZADiBaO

Contre les violences symboliques et textuelles dans les milieux militants des Soulèvements de la Terre



Avril 2024

« *Les promesses n'engagent que celles et ceux
qui y croient !* »

CS

Pour amplifier et généraliser les luttes contre toutes les formes d'exploitation et de domination dans les milieux militants, nous appelons toutes et tous à se mobiliser pour combattre et faire cesser **les violences symboliques et textuelles**.

On entend ici par **violences symboliques** des actes, des spectacles et des paroles qui agissent par l'entremise d'une reconnaissance pratique et inconsciente par les dominé-es de l'autorité et de la légitimité des dominant-es. Ce rapport hiérarchique est d'autant plus efficace qu'il est inaperçu et ressenti comme « naturel » ou nécessaire. Par **violences textuelles**, on considère l'imposition d'analyses et de représentations par le moyen de textes, de discours, d'images qui redoublent les actes et les paroles d'autorité.

Ces violences portent atteinte à la dignité et l'intégrité des personnes qui en sont les cibles. *Il ne s'agit pas ici d'une forme de victimisation* : les militant-es revendiquent et assument à juste titre une autonomie et une liberté de pensée et d'action. Mais c'est justement cette disposition revendiquée qui permet à ces violences de produire les effets indiscutés de domination et d'exploitation qui sont ici dénoncés.

Que ce soit dans des espaces privés, comme les lieux d'organisation que sont les comités locaux, ou dans des espaces publics comme les rassemblements de masse pour des actions politiques, des individu-es et des groupes exercent leur domination en infériorisant et minorant les militant-es de base. Ils et elles expriment implicitement un mépris de classe au prétexte de leurs compétences techniques et de leurs aptitudes verbales, de leur leadership et de leur antériorité dans le mouvement. Cela se traduit par la confiscation, la minimisation ou la disqualification des initiatives et de la parole des bases militantes. Cette arrogance, dissimulée par une bienveillance ostentatoire, doit être démasquée : c'est un rapport d'autorité inacceptable qui mène à des conséquences graves pour les personnes impliquées dans ce rapport de subordination : des accidents du travail militant et des découragements sur fond d'impunité des militant-es professionnel-les formant le staff dirigeant et leurs relais d'encadrement des luttes.

Les militant-es et sympathisant-es des Soulèvements de la Terre sont d'autre part ensevelies sous un déluge d'images et de textes, de livres et de récits. Des intellectuel-

les paré-es de leur titre universitaire viennent apporter leur prestige à la stratégie du mouvement, sans aucun sens critique. Le fonctionnement interne des Soulèvements, sous une apparence d'horizontalité, est une validation permanente, un mandat permanent « de confiance » accordées aux stratèges. A quand la révolution permanente en interne, pour commencer ? !

Autre exemple, des organisateurs et organisatrices auto-proclamé-es s'arrogent le droit d'imposer des modalités d'action au nom de l'efficacité. C'est en prétextant de l'urgence d'une situation, qu'ils et elles ont construite en amont, face aux forces répressives ou à la menace de dissolution, que ces bureaucrates horizontaux opèrent le viol des consciences des militant-es, réduit-es à de purs moyens au service d'objectifs et de finalités particulières, que les stratèges s'approprient sous couvert du « commun ».

Pour la réussite des changements radicaux qui rassemblent les multiples composantes des luttes sociales et écologiques, ces violences et ces manipulations doivent être dénoncées et combattues avec la plus extrême détermination :

- mise en place d'ateliers de formation, en non-mixité de domination, sans bureaucrates, pour visibiliser ces violences symboliques et textuelles au sein de chaque comité local et rédaction collective de manuels d'auto-défense ; visibilisation de l'organigramme implicite de chaque comité local et du mouvement s'agissant de la production et de la circulation des textes et des paroles d'autorité ; contrôle collectif explicite des listes mails, des moyens financiers, des contacts avec les autres comités, les médias ; mise en pratique de la rotation des tâches avec tuilage et auto-formation ; ordre du jour, débats et compte-rendu des réunions comme « biens communs » non appropriables ; mandats impératifs, révocables et non renouvelables ; autonomisation de chaque comité ; déconstruction de l'unité dans la diversité et de la composition des luttes, comme hégémonie des personnes et groupes dominant-es.

- constitutions de groupes d'auto-défense pour neutraliser les auteurs et autrices de ces violences lors des grands événements politiques, à l'instar des maraudes contre les violences sexistes et sexuelles.

« C'est çui qui dit qui est ! »

Pour comprendre l'inscription de ces violences dans les milieux militants, une comparaison pourra être faite avec d'autres situations similaires. Ces démarches doivent tenter d'esquisser les relations réciproques avec les autres institutions dans lesquelles des pratiques autoritaires et des relations de subordination s'imposent : milieu familial ou convivial, entreprise publique et privée, association, milieu médical, social et éducatif, milieu judiciaire et carcéral, etc. Ce sont ces dispositions profondément inscrites dans les rapports sociaux capitalistes et la division sociale du travail qu'il faut expliciter et combattre.

Quelques liens pour d'autres points de vue :

<https://nantes.indymedia.org/posts/86985/lutter-et-ou-se-faire-manipuler-au-nom-d-une-lutte-soulevements-de-la-terre-versus-etat-meme-combat/>

<https://nantes.indymedia.org/posts/87873/contre-le-phagocytage-des-luttes-par-les-soulevements-de-la-terre/>

<https://nantes.indymedia.org/zines/118921/contre-la-legende-et-loubli/>

Un exemple ? Sainte Soline, mars 2023

On prendra ici quelques extraits d'un documentaire de l'équipe de *Off Investigation* « Sainte Soline, autopsie d'un carnage », disponible sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=3ymjnILRclQ>

On se reporte aux images et commentaires entre les minutes 24' et 26'30'', pour expliciter un acte de violence symbolique, dont l'auteur est le dénommé « B [REDACTED] », « porte-parole » auto-proclamé et inamovible (pour l'instant...) des Soulèvements. En conformité avec la tactique « proposée » (imposée dans les faits), il s'agissait de faire se déployer le cortège « rose » (familial...), avec le totem de l'outarde, en ligne de manifestant-es, main dans la main. Puis d'avancer face aux forces de répression et leurs camions bourrés d'armes, alignées au pied de la méga-bassine : offrir en fait des cibles faciles pour les grenades lacrymogènes, puis très vite assourdissantes et de désencerclement. Elles n'allaient pas manquer d'être tirées avec l'avance de ces personnes à quelques dizaines de mètres des forces de répression. La violence physique ne tarda effectivement pas à s'abattre sur les manifestant-es, donnant ainsi la réplique à la violence symbolique que ce « B [REDACTED] » venait d'exercer sur « ses » troupes.

On rappellera que le soir même, ce fut la fête organisée officiellement par les Soulèvements pour célébrer « cette victoire », malgré le carnage.

Pour l'auteur de ces violences symboliques, peut-on parler d'incompétence ou d'inexpérience ? Certainement pas au vu de sa longue expérience émeutière du côté de la Zad de Notre Dame des Landes quand il exerçait, sous le nom de « Jojo », sa profession d'organisateur pendant l'occupation et de soi-disant négociateur avec la préfecture en 2018. Peut-on parler alors de fanfaronnade quand on parade à la tête d'un cortège de plusieurs milliers de personnes ? Ou doit-on parler de cynisme en toutes connaissances des conséquences prévisibles¹ de cette mise en scène : un « carnage » ? !

On laisse chacune et chacun analyser cette situation, en sachant qu'à aucun moment la responsabilité de l'auteur de ces manipulations n'a été questionnée dans ce documentaire. Il continue de parader sur les plateaux des médias et de parler au nom des Soulèvements. Être porte-parole doit-il impliquer de rendre muet les bases militantes au nom desquelles ces personnes singulières dialoguent avec les pouvoirs politico-médiatiques ? Au delà des luttes des places qui ont ordinairement cours dans les mouvements politiques (cliques, cooptation, copinage), il est temps que les luttes des classes se déploient aussi au sein des organisations militantes afin de rééquilibrer les rapports de force entre les « composantes », entre les stratèges et leurs encadrant-es et les exécutant-es sans lesquelles ces stratèges ne sont rien.

Voici ci-dessous quelques images du documentaire cité plus haut pour illustrer ces questionnements sur un cas concret. Il serait insuffisant, mais pas inutile, de ne remarquer dans ces images, que l'aspect instrumental de l'autorité, mis en scène par « B [REDACTED] » : son mégaphone comme organe de puissance.

Mais le pouvoir sur des personnes réduites à de simples moyens renvoie bien aussi aux rapports patriarcaux.



Cette réflexion doit être poursuivie dans les comités locaux pour systématiser cette lutte contre les dominations symboliques et textuelles et s'armer collectivement pour y répondre, voire pour les anticiper et les neutraliser !

¹ Extrait de « A celles et ceux qui ont marché à Sainte Soline », violence textuelle publiée par les Soulèvements de la Terre quelques temps après le carnage : « Le risque de perdre un membre ou de mourir pour faire exister un autre monde est de plus en plus partagé. Les jeunes générations lutteront et vivront avec. » Futur-es martyr-es, engagez-vous...



B mettant « ses troupes » en rang :
« Un, deux, trois..., bassine ! »
Un exemple d'infantilisation



« On ne va pas jeter de projectiles, on va vous encercler, on va avancer, on va rentrer à un moment donné ! »



« Rendez-vous, Monsieur avec votre mégaphone, venez négociez, ça sert à rien, ça va mal finir². »



« Allez, c'est la nouvelle doctrine du maintien de l'ordre, venez dialoguer avec les manifestants³ ! »

« Désarmons » les
méga-bassines...

... et les mégaphones ! !

Prises de terre
contre les industriel-les...

... et prises de têtes
contre les bureaucrates !



Les grenades ne vont pas tarder à tomber et l'organisateur professionnel s'est prudemment mis derrière la ligne des manifestant-es...
« On recule pas trop, on recule pas trop, regardez : le vent est contre eux ! »...

Oui, une révolution culturelle. Mais pas la culture des salades de la com' officielle des Soulèvements qu'on nous fait avaler. Pas non plus la culture du plat de lentilles bio en échange de notre engagement. Au-delà des champs « paysans », c'est une culture militante et anti-autoritaire dans le champ politique qu'il s'agit de nous réapproprier et de mettre en commun !

Contre les agri-managers des Soulèvements de la Terre !

² De la prémonition ou du cynisme ?

³ Ça, c'est juste une parodie (?) de volonté d'intégration au jeu politique, avant l'institutionnalisation...

Du fond de la Classe

« Il faut avoir le courage de dire que les bons ont été vaincus non parce qu'ils étaient bons, mais parce qu'ils étaient faibles. »

Cinq difficultés pour écrire la vérité
Bertolt Brecht

On reproduit ci-dessous une recension d'un des derniers ouvrages d'un sociologue américain, Alvin Gouldner (1920 – 1980).

Dans les débats qu'il nous intéresse de défricher, la compréhension des positions, des ressources et des engagements d'agent-es sociaux occupant dans les luttes politiques une situation de classe intermédiaire, médiatrice, d'« entre-deux » est d'un intérêt « stratégique »...

Le sociologue américain se situe dans son livre (non traduit en français) à l'échelle des sociétés contemporaines et dans le long-cours de leurs histoires. Mais peut-on se saisir de ce point de vue pour comprendre l'évolution de la lutte sur l'ex-Zad de NNDL ainsi que ses prolongements et son amplification dans les Soulèvements de la Terre ? Par exemple, le sociologue écrit : « *La Nouvelle Classe devient la guilde des maîtres d'une pédagogie invisible.* » Jolie anticipation des maîtres-stratèges à la manœuvre actuellement : voilà de quoi comprendre les saisons et les actes comme des actions pédagogiques, c'est-à-dire des espaces sociaux de production de modèles de compréhension pratique et d'action, susceptibles de se coordonner sans intention explicite et sans ordre formel. Le sociologue met également en avant la notion de capital culturel (ou informationnel) comme ressource stratégique monopolisée par cette nouvelle classe, la même année de la parution en France de *La Distinction* de Pierre Bourdieu, livre qui généralisa cette notion essentielle, au-delà de l'analyse déjà esquissée dans le cadre du système scolaire.

Cette approche peut également servir à comprendre les formes d'alliances que les Soulèvements recherchent et suscitent au sein de ces catégories professionnelles à la fois techniciennes, gestionnaires et productrices de discours à ambition critique, c'est-à-dire prétendant combattre et s'imposer face aux discours actuellement dominants.

Le texte ci-dessous fera certainement aussi écho aux critiques déjà anciennes de la bureaucratisation et de la confiscation des luttes révolutionnaires.

Pour avancer dans l'élucidation de ces dynamiques et dépasser la simple condamnation de pratiques autoritaires, une des pistes pourraient être une confrontation élargie des arguments appuyés par des faits. Et déjà entre personnes concernées et intéressées à s'engager dans un possible dépassement du constat de la récupération, soi-disant inéluctable, des luttes. Ce qui doit inclure l'explicitation de la position de ces personnes dans les mouvements politiques concernés afin qu'une « opinion » soit mise en relation avec une trajectoire spécifique. C'est, semble-t-il, une condition nécessaire pour progresser dans une intercompréhension des différents points de vue. Démarche susceptible de gagner en ampleur car pouvant intéresser des personnes occupant la même position dans d'autres luttes.

L'avenir des intellectuels et l'essor de la Nouvelle Classe

Alvin, W. Gouldner
New York, The Seabury Press, 1979

Recension de Benoît Allaire
Revue « Politique », volume 1, n°1, janvier 1982

Le spectre qui hanta l'Europe n'aurait été qu'une illusion. Et l'Histoire se préparerait à jouer un autre bon tour au vieux Marx. Oui, le Monde va changer de base mais, pas plus que l'esclave n'aura remplacé le maître ou que le serf n'aura pris la place du seigneur, ce ne sera le prolétariat qui ramassera les ruines du vieux Monde. Non, ce ne sera pas encore lui qui mettra fin à l'Histoire puisque, nous rappelle Gouldner : «The lowest class never comes to power. [La classe la plus basse n'arrive jamais au pouvoir.]»

Selon la dialectique de cet «hégélien de gauche» (c'est ainsi que se définit Gouldner), une nouvelle synthèse va émerger de l'affrontement de la thèse et de l'antithèse actuelles et ce sera (c'est déjà) la nouvelle classe qui cherche à se poser en nouvelle thèse.

Le point de départ de sa thèse à lui, Gouldner, c'est qu'une des insuffisances du scénario marxiste a été justement de proposer une théorie de la révolution qui reste silencieuse sur les auteurs du dit scénario, les théoriciens de la révolution eux-mêmes. C'est à dire, les intellectuels. Pourtant, jamais dans l'histoire moderne, les révoltes des ouvriers et des paysans n'ont pu abattre l'État et opérer un transfert réel de la propriété sans une alliance avec, et sous la direction des intellectuels. Sans les intellectuels, il ne peut y avoir que des rébellions, pas de révolution. Ce sont eux qui créent et qui contrôlent le Parti, cette structure qui permet la cristallisation des alliances de classes. Et qui sert, par la même occasion, de base populaire aux intellectuels, de tremplin vers le pouvoir.

Les intellectuels forment cette nouvelle classe qui monte. C'est elle que Gouldner analyse ici afin de corriger le scénario marxiste et montrer que l'Histoire n'est pas prête de finir.

La nouvelle classe de Gouldner forme originalement un groupe issu de la fraction éduquée de la bourgeoisie. Il refuse cependant de circonscrire l'activité des intellectuels au seul domaine des valeurs. De faire de ceux-ci uniquement des porteurs de l'idéologie. Et de les cantonner dans les rôles ou de critiques ou de légitimateurs d'une classe dominante, ou d'une classe dominée. Les intellectuels ne sont ni une fraction de classe ni un groupe spécialisé en idéologies mais une classe, une nouvelle classe. Composée de deux fractions:

« Il y a au moins deux élites au sein de la nouvelle classe : l'Intelligentsia dont les intérêts intellectuels sont fondamentalement « techniques », et les intellectuels dont les intérêts sont avant tout critiques, émancipateurs, herméneutiques et donc souvent politiques. » (p. 48)

Cette nouvelle classe est donc riche d'un instrument complexe, d'une arme à deux tranchants, une culture qui premièrement est son capital et qu'elle fait fructifier pour produire et reproduire les conditions sociales particulières qui lui permettent de s'approprier la plus grande part possible des revenus que peut générer la vente de ses connaissances «techniques» aux capitalistes. Et deuxièmement, lui permet, sur l'autre

tableau, de renforcer sa position hégémonique en utilisant les leviers «idéologiques» de sa culture particulière.

Sa culture, c'est une connaissance qui, entre autre choses, est technique. Elle lui permet donc d'acquérir une place vitale dans la gestion de la production et de faire payer très cher aux capitalistes les services qu'elle leur rend. Elle leur permet également de prendre peu à peu le pas sur les capitalistes. Les gestionnaires qualifiés deviennent de plus en plus indispensables et :

« L'ancienne classe d'investisseurs se transforme lentement en un groupe statutaire privilégié mais sans fonction, en une «noblesse» sans fonction dans la production et l'administration. Petit à petit, la nouvelle classe d'intellectuels transforme l'ancienne classe en classe rentière, en retraités... » (p. 17)

La culture de la nouvelle classe ne lui permet pas seulement d'acquérir des positions stratégiques dans la production. Elle permet également le renforcement de sa position idéologique. La gestion qu'exerce la nouvelle classe se veut scientifique. Professionnelle.

« Le professionnalisme installe silencieusement la nouvelle classe comme paradigme d'une autorité vertueuse et légitime, agissant avec compétence technique et avec un souci constant de la société dans son ensemble. Le professionnalisme renforce la légitimité de la nouvelle classe qui délégitime tacitement l'ancienne classe. » (p. 19)

La délégitimation de la «vieille» classe capitaliste ne signifie aucunement que la nouvelle classe est absolument et nécessairement contre l'autorité comme la majorité des sociologues américains qui ont étudié la question des intellectuels le croient, mais ennemie d'une autorité particulière dans le seul but d'imposer sa légitimité à elle. Et la nouvelle classe sait se servir du discours pour renforcer sa position autant vis-à-vis des capitalistes que du prolétariat. Elle se fait égalitariste quand elle réclame (pour tous) de meilleures conditions de travail ou la limitation des profits excessifs ; et anti-égalitariste quand elle réclame pour elle plus de pouvoirs et plus de revenus en échange des services que son capital culturel rend indispensables aux capitalistes. Sur les deux tableaux elle est gagnante. Et la nouvelle classe est passée maître dans l'art de présenter son intérêt propre comme étant tantôt celui des prolétaires, tantôt celui des capitalistes. Elle joue des deux, l'un contre l'autre, toujours à son avantage.

Encore faut-il expliquer à quoi tient l'efficacité du discours de la nouvelle classe. C'est que, nous dit Gouldner, la nouvelle classe, en tant que bourgeoisie culturelle issue de l'ancienne dont elle s'est détachée peu à peu pour former d'abord une fraction éduquée, puis se transformer progressivement en nouvelle classe, constitue, bien qu'elle soit elle-même divisée en fractions, une communauté unie par un langage commun. Gouldner qualifie d'ailleurs la nouvelle classe de «speech Community [communauté de discours] ».

Le langage particulier que partagent (bien qu'à des degrés divers) tous les membres de la nouvelle classe, et qu'ils s'emploient à rentabiliser, Gouldner l'appelle « the culture of Critical Discourse [la culture du discours critique] » (C.C.D.). Le C.C.D. est le ciment qui unit les intellectuels (a «common bond [un lien commun] »). C'est aussi une idéologie (« A share ideology ... about discourse » [une idéologie commune... sur le discours] » p. 28). Mais cette idéologie confère à celui qui la partage, et plus spécialement à celui qui la possède, un pouvoir réel, à cause de la nature particulière du C.C.D. lui-même:

« La culture du discours critique interdit de s'appuyer sur la personne de l'orateur, sur son autorité ou sur son statut dans la société pour justifier ses affirmations. En conséquence, la culture du discours critique délégitime tout discours fondé sur l'autorité sociétale traditionnelle, alors qu'il s'autorise lui-même la variante de discours élaborée de la culture du discours critique, comme norme de tout discours « sérieux ». Désormais, les personnes et leurs positions sociales ne doivent plus être visibles dans leur discours. La parole devient impersonnelle. Les orateurs se cachent derrière leur discours. Le discours semble désincarné, décontextualisé et fondé sur lui-même. (...) La Nouvelle Classe devient la guilde des maîtres d'une pédagogie invisible. » (p. 29).

Ce discours dépersonnalisé, qui s'auto-autorise, donne à celui qui le possède, et sait l'utiliser, une grande autorité en ce sens qu'il se présente comme essentiellement fondé sur la raison universelle ; et non comme émanant d'un groupe défendant son intérêt mesquin. Ce discours permet donc à la nouvelle classe non seulement de prétendre à l'indépendance ou à l'autonomie par rapport à la classe capitaliste dont le discours ne peut dissimuler les intérêts trop évidents, mais aussi de renforcer considérablement son propre pouvoir dans la mesure où elle est capable de se créer des alliances avec, par exemple, les ouvriers, en parlant en leur nom, en prenant leur défense, mais au nom de l'intérêt universel.

La nouvelle classe ne sert qu'un seul maître, elle-même. Elle accepte donc temporairement sa subordination vis-à-vis de la classe capitaliste mais dans la mesure où cela sert présentement ses intérêts. Et aussi longtemps que cela les servira. Il s'agit donc d'une alliance purement conjoncturelle qui ne fait pas perdre de vue à la nouvelle classe son intérêt propre. Il en est de même de ses alliances « politiques » avec les classes dominées à qui elle s'offre généreusement en aide dans la mesure où elle peut en tirer un soutien à sa cause et renforcer sa propre légitimité.

La chute de la bourgeoisie capitaliste traditionnelle ne signifiera donc pas la fin de toute domination.

« La Nouvelle Classe n'est pas la fin de la domination. Même si sa signification ultime est la fin de la domination de l'ancienne classe aisée, la nouvelle classe est aussi le noyau d'une nouvelle hiérarchie et l'élite d'une nouvelle forme de capital culturel. » (p. 83)

Le paradoxe de la nouvelle classe est d'être, à la fois, une force émancipatrice et, en même temps, élitiste :

« Le nouveau discours constitue le fondement d'une critique des formes de domination établies et permet d'échapper à la tradition, mais il porte également les germes d'une nouvelle domination. » (p. 84 – 85)

La nouvelle classe est donc, comme le dit Gouldner, une Classe Universelle défectueuse (« a Flawed Universal class »). Son universalisme est en réalité boiteux parce que ce n'est pas de la fin de l'Histoire dont elle est porteuse mais d'une nouvelle domination. Celle de la Nouvelle Classe.

Benoit Allaire
Université de Montréal